



ECRAN DE VEILLE



PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE
VEILLE SÉCURITAIRE
CONTRE-TERRORISME
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

N°06 / 07 - FÉVRIER / MAI 2020

SOMMAIRE

- 02 **EDITORIAL** : France : Covid et le virus communautariste !
- 02 **CONFIDENTIEL** : La pandémie ravive les menaces bio-terroristes
- 03 France-Chine : Désamorcer la crise des fake news covidienne
- 03 Sarkozy conseille (et déconseille) Macron !
- 03 France : Les Services redoutent une fronde post-covidienne
- 04 **ACTUALITÉS** : Taïwan a averti l'OMS de l'émergence du Covid-19 dès décembre
- 05 Les Américains bloquent les livraisons de médicaments à l'Iran
- 08 **CONJONCTURES** : Le Moyen-Orient face aux défis post-Covid 19
- 12 **DOCUMENT** : Comment faire face aux nouvelles maladies contagieuses ?
Par le Pr. Didier Raoult
- 20 **EXPERTISES** : le Covid-19, agent secret d'Allah et de Jehovah *Par Martine Gozlan*
- 22 Le coronavirus va-t-il changer la face du monde ? *Par Christian Malard*
- 24 Le fake news au temps du coronavirus *Par Roland Jacquard*
- 26 Chroniques covidienne : L'épopée des sans-grades *Par Jean-Marie Montali*
- 28 Un Tchernobyl iranien ? *Par Fabienne Durand*
- 30 Misère de la philosophie *Par Hamid Zanaz*
- 32 Pour le frère de Tariq Ramadan : La fornication est la cause du Covid-19 ! *Par Ian Hamel*
- 34 **INVESTIGATIONS** : Selon la CIA, une pandémie de coronavirus risque décimer un tiers de l'humanité
- 36 **PROFILS** : Street Art vs. Coronavirus !

RISQUES DE PANDEMIÉS

Comment faire face aux nouvelles maladies contagieuses ?

EXCLUSIF

Sommité mondiale en matière de microbiologie et éminent spécialiste des maladies infectieuses émergentes, le professeur Didier Raoult, qui dirige l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille (IHU Méditerranée Infection), a été chargé par le gouvernement français, en août 2002, d'établir un rapport de mission sur les menaces liées au bio-terrorisme et aux nouvelles maladie infectieuses.



Melbournesmurals (collectif), Melbourne, Australie

Par le Pr. DIDIER RAOULT*

Selon les termes de la lettre de mission qu'il a reçue du ministère de la santé, il lui était demandé alors, dans le contexte post-11 septembre 2001, d'« établir, en étroites concertation avec les Haut fonctionnaires de Défense du ministère chargé de la santé et du ministère chargé de la recherche, un état des lieux de l'ensemble des mesures de santé publique et des actions de recherche prévues dans le dispositif français et européen de lutte contre le bio-terrorisme », d'« évaluer les dispositifs de santé publique existant actuellement en matière de prévention de la lutte contre les menaces infectieuses » et surtout de « présenter des propositions pour améliorer tant la surveillance épidémiologique que la prise en charge par les laboratoires français et européens des agents responsables des maladies contagieuses non curables ».

Le rapport de 374 pages qu'il a remis au gouvernement, le 17 juin 2003, est un document d'une valeur inestimable. 17 ans plus tard, il n'a rien perdu de sa pertinence et demeure d'une actualité brûlante. Il apporte un enseignement inégalé sur les raisons qui ont conduit - même dans les pays les plus développés - aux nombreux ratages et lacunes observés lors de la pandémie actuelle de Covid-19.

Les recommandations qu'il préconise mériteraient une attention toute particulière, de la part des institutions internationales et des gouvernements du monde entier, dans le cadre de l'indispensable réflexion qu'il faudra engager, de toute urgence, pour parer aux futurs risques de pandémies liées à l'émergence de nouvelles maladies contagieuses. ●

* Lire, pages 12 à 19, le verbatim de l'état des lieux général établi dans l'introduction de ce rapport et l'intégralité de sa partie consacrée aux nouvelles maladies contagieuses.

France : Covid et le virus communautariste !

C'est une toute petite fiche dans la jungle des recommandations administratives émises en France, à l'occasion du déconfinement, mais elle constitue un énorme pas dans la lutte contre le communautarisme. Ce document de trois pages émis par le ministère de l'éducation nationale, sous l'intitulé de « Coronavirus et risque de replis communautaristes », est d'une clairvoyance inédite.

De premier abord, le lien entre le Covid et le repli communautariste peut ne pas sembler évident. Mais, le document relève que « *divers groupes radicaux exploitent cette situation dramatique dans le but de rallier à leur cause de nouveaux membres et de troubler l'ordre public* ». Pour ce faire, les groupes en question tentent d'« *exploiter la pandémie comme un présage apocalyptique* » et d'« *attiser les peurs* », en qualifiant l'émergence du Covid-19 de « *châtiment envoyé par Dieu sur qui Il veut* ». Ils veulent, ainsi, promouvoir une « *satisfaction vengeresse* », en exploitant les effets de ce désastre sanitaire « *sur le mode coutumier de la vengeance* », qui participe d'une « *vision manichéenne du monde* » opposant « *les croyants et les impies* ».

Bien entendu, « *les discours et les signes de replis communautaristes* », que le document appelle à combattre à l'école, ne se limitent pas à la seule dimension islamiste. Le document recommande de « *prendre en compte l'intégralité du spectre des idées radicales du communautarisme* », en soulignant que la dérive communautariste peut être « *ethnique, religieuse, culturelle, sociale, politique, mystique...* »

Cependant, l'islamisme - qui est une dérive de l'islam, tout comme le communautarisme est une dérive de l'appartenance communautaire - tient la part du lion dans le tableau que le document dresse des « *techniques et manières de procéder* » des radicalités communautaristes : *Engendrer volontairement des confusions et des antagonismes (islam/islamisme, communauté/communautarisme, identité/nationalité, religion/laïcité...)* ; *Exploiter la pandémie comme un présage apocalyptique* ; *Participer à une vision manichéenne du monde*.

Et, mère de toutes les batailles communautaristes, prôner « *la primauté des règles du groupe sur la loi républicaine* ».

Or, les « *groupes extrémistes* » coupables de telles pratiques ne sont pas seulement les salafo-djihadistes qui prônent la violence, mais aussi - et surtout - les prétendus « *islamistes modérés* », dont les Frères musulmans constituent la maison-mère. Car, tout en se revendiquant du pacifisme et du « *juste milieu* », ces derniers nourrissent le repli communautariste et usent de subterfuges victimaires pour distiller un « *relativisme culturel* », synonyme de la primauté de la communauté (des croyants) sur la République, de la loi d'Allah sur celle des Hommes.

Aussi étrange que cela puisse paraître, c'est bien la première fois qu'un document officiel français envisage la radicalité islamiste autrement qu'à travers le spectre de la violence. Pour la première fois, à travers ce document du ministère de l'éducation nationale, le discours gouvernemental semble avoir intégré l'idée que l'extrémisme ne peut se définir par la seule et réductrice notion de la violence / non-violence. Que des courants se revendiquant du pacifisme doivent être perçus et traités comme des « *groupes extrémistes* », quand ils sont porteurs de « *projet politique anti-démocratique et antirépublicain* » ou de « *contre-projets de société qui portent atteintes aux valeurs du pacte républicain* ».

C'est une petite fiche pour l'éducation nationale, un grand pas pour la laïcité ! ●

CONFIDENTIEL La pandémie du Covid-19 ravive les menaces bio-terroristes

Dans une récente note d'alerte, le FBI américain a mis en garde contre la résurgence des menaces bio-terroristes, dans le contexte de la pandémie du Covid-19. Selon la note, « *les membres de groupes extrémistes s'encouragent les uns les autres pour propager le virus, s'ils venaient à le contracter, en utilisant les fluides corporels et les contacts personnels* ». Selon le FBI, des groupes qualifiés d'« *extrémistes blancs à motivation raciale* » ont recommandé à leur partisans d'« *utiliser des bouteilles de spray contenant des fluides corporels pour attaquer des policiers dans la rue* ». D'autres extrémistes ont suggéré de « *propager le virus aux Juifs, en allant sur tous les lieux où ils pourraient être regroupés, y compris les marchés, les bureaux politiques, les commerces et les lieux de travail* ». Par ailleurs, un précédente note du FBI, émise le 16 mars, a révélé que Bahgat Saber, un Égyptien membre des Frères musulmans, basé à New York, a exhorté tout Égyptien touché par le coronavirus à contaminer des militaires, des policiers et des hommes politiques égyptiens. Il aurait même affirmé que s'il venait à contracter le virus, il allait personnellement contaminer le consul d'Égypte à New York.

FRANCE - CHINE

Désamorcer la crise des fake news cvidiennes

Paris et Pékin multiplient les contacts et les initiatives visant à désamorcer les effets de la crise diplomatique qui avait éclaté entre les deux pays, en plein pandémie du Covid-19, suite à des « *publications agressives* » émises par l'ambassade de Chine à Paris, dénoncées par le quai d'Orsay comme étant des fake news. Le président Macron et son homologue chinois Xi Jinping se sont parlés à trois reprises depuis avril. Suite à quoi, l'ambassade de Chine à Paris a été instruite pour adopter un comportement moins agressif. Et une réunion du haut comité France-Chine est à nouveau à l'ordre du jour.

FACE À LA CRISE DU COVID-19

Sarkozy conseille (et déconseille) Macron !

L'ex président de la république, Nicolas Sarkozy, était en contact constant avec le Président Macron, tout au long de la crise du Covid-19. En mars, au plus fort de la pandémie, l'ancien Président avait conseillé à l'actuel de former un « *gouvernement de salut public et de solidarité* », pour faire face aux défis politiques et économiques post-covidien. Cependant, dès que la sortie de la crise sanitaire a été amorcée, à la mi-mai, Sarkozy a changé son fusil d'épaule, déconseillant fortement à Macron d'opérer, comme il fut envisagé, un remaniement autour d'un gouvernement d'union nationale. Avec un argument de taille : selon Sarkozy, dans un tel cas de figure, c'est le premier ministre, qui qu'il soit, qui en tirerait tous les bénéfices !

14 JUILLET

Macron envisage un discours « très futuriste »

Le Président Macron envisage un discours décrit comme « *très futuriste* », à l'occasion du 14 juillet. Selon nos sources, le discours visera à lancer une réflexion politique, économique, sociale, culturelle et sociétale en vue de tirer les conséquences de la crise du Covid-19.

FRANCE

les Services redoutent une fronde post-Covidienne

La direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et le service central du renseignement territorial (SCRT) ont alerté le ministère de l'intérieur sur un risque de recrudescence d'actes de désobéissance

civile dans le contexte social post-covidien. Les Services redoutent même de possibles attentats contre des symboles de l'État, perpétrés par des groupuscules radicaux d'extrême droite et d'extrême gauche. Un conseil de défense

va être organisé par l'Élysée, courant juin, pour examiner ce type de frondes. D'autant plus que d'autres rapports s'alertent du risque d'actes de violence, individuels ou en bandes organisées, qui pourraient éclater dans

certains quartiers sensibles, en banlieue. Des échanges interceptés sur les réseaux numériques, durant le mois du Ramadan, font état d'une incitation en ce sens par des organes de propagande liés à Daech.

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

Avalanche de plaintes contre les responsables gouvernementaux

La cour de justice de la république a officiellement reçu une soixantaine de plaintes contre le premier ministre Edouard Philippe et plusieurs membres de son gouvernement, dont les ministres de la santé, de l'intérieur, du travail et de la justice. Le parquet continue à recevoir régulièrement des plaintes de ce genre, pointant les failles de la gestion de la crise sanitaire, provenant d'associations de médecins, de personnels de la santé et de familles des victimes du Covid-19. Certaines plaintes visent aussi d'anciens ministres, parmi lesquels Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, sous François Hollande.

L'Airbus présidentiel sera-t-il prêt pour le G7 ?

L'Élysée a profité de la période de confinement pour faire réviser l'Airbus présidentiel. Le Président Macron espère pouvoir l'utiliser à nouveau, au courant du mois de juin, notamment si le sommet du G7 à Washington est maintenu.

L'Etat d'urgence sanitaire sera-t-il reconduit jusqu'en octobre ?

Matignon a soumis à l'Élysée un projet de texte visant à reconduire l'état d'urgence sanitaire pour trois mois supplémentaires, jusqu'au 24 octobre, pour parer à une éventuelle deuxième vague de la pandémie à la rentrée. Mais l'Élysée est réticent, craignant que l'annonce d'un texte contraignant pourrait constituer un signe négatif et contre productif, au moment où le pays s'apprête à faire redémarrer sa machine économique.

PANDÉMIE DU COVID-19

Taiwan a averti l'OMS de l'émergence du virus dès décembre 2019

A lors que Taiwan a alerté l'OMS de l'émergence du Covid-19 et de la possibilité d'une transmission entre humains, plusieurs semaines avant la Chine, l'institution spécialisée de l'ONU continue à boycotter Taipei, à la demande de Pékin.

David Huang, le représentant de Taiwan en Suisse, a lancé un violent coup de gueule dans la presse locale. « Le 31 décembre, Taiwan a informé l'OMS et les États-Unis d'une potentielle transmission du Covid-19 entre humains. Nous n'avons pas employé ce terme, mais nous avons mentionné une pneumonie atypique causée par un virus semblable au SRAS et nécessitant des mesures de quarantaine. Cela implique une transmission entre humains », déclare-t-il dans le quotidien *Le Temps* de Lausanne. Or, il fallait attendre le 22 janvier pour qu'un comité d'experts de l'OMS en déplacement à Wuhan, se contente d'écrire que « les sources suggèrent qu'une transmission entre humains se produit à Wuhan », et que « des analyses plus approfondies sont nécessaires pour comprendre l'étendue de cette transmission ». Et ce n'est que le 11 mars 2020 que l'Organisation mondiale de la santé parle enfin de « pandémie ». Un retard inadmissible qui a sans doute provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes dans le monde.

Alors que Taiwan apparaît comme l'un des pays qui gère au mieux la crise du coronavirus, avec seulement 426 cas et six morts dans ce pays de vingt-trois millions d'habitants, le bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental refuse tout contact avec ce pays, et ne lui fournit pas d'informations sanitaires régionales. L'organisation internationale refuse même de certifier les vac-

cins produits par Taiwan. Certes, on ne peut pas reprocher à l'OMS de défendre le principe d'une seule Chine. Néanmoins, pourquoi se refuser à utiliser les compétences de ce petit territoire qui dispose d'un des meilleurs systèmes de santé sur la planète ? D'autant que Taiwan bénéficiait autrefois d'un statut d'observateur. Jusqu'à ce que Tedros Adhanom Ghebreyesus, l'actuel directeur général de l'OMS, le supprime dès son élection en 2017. Premier africain élu à ce poste, ce médecin éthiopien est accusé d'être à la solde des Chinois. Et pas seulement par le président américain. « L'OMS, une marionnette chinoise ? », titrait récemment le site Mediapart.

Dans un article au vitriol, intitulé



Circulez, y a rien à voir ! (Lush Aox, Melbourne, Australie)

« Un défi pour le multilatéralisme : l'instrumentalisation de l'Afrique par la Chine et ses conséquences sur les décisions de l'OMS », Valérie Niquet, maître de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), rappelle que Tedros Adhanom Ghebreyesus a été élu à la tête de l'OMS grâce à un soutien très actif de Pékin. Mais aussi que la Chine est « la première

source d'investissements étrangers et le premier partenaire commercial de l'Éthiopie. Entre 2005 et 2019, le montant cumulé des investissements chinois a atteint 8 % du total pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. L'Éthiopie se situe au deuxième rang des pays récipiendaires africains ». Par ailleurs, le siège régional de l'agence Xinhua, l'un des principaux organes de l'appareil de propagande extérieure du parti communiste chinois est installé à Addis-Abeba.

Ce n'est pas tout. Tedros Adhanom Ghebreyesus, ancien ministre de la Santé, puis des Affaires étrangères d'Éthiopie, aujourd'hui âgé de 55 ans, a aussi une reconnaissance du ventre envrs l'Empire du Milieu. En effet, il était membre de l'organisation communiste révolutionnaire éthiopienne, le Front de libération du peuple du Tigray, qui était soutenu par la Chine. Marxiste-léniniste, cette organisation luttait dans les années 1970-1980 contre le pouvoir d'Addis-Abeba, alors appuyé par Moscou... Dès les années 90, le Front de libération du peuple du Tigray, arrivé au pouvoir, change de nom et abandonne toute référence au marxisme-léninisme. Mais la solidarité demeure vis-à-vis du grand frère chinois. Tedros Adhanom Ghebreyesus n'avait pas non plus oublié un autre compagnon de lutte soutenu autrefois par la Chine en Afrique, le tristement célèbre Robert Mugabe, l'ancien dictateur du Zimbabwe. En octobre 2017, il l'avait choisi comme... ambassadeur de bonne volonté de l'OMS pour aider à lutter contre les maladies non transmissibles en Afrique. Mais confronté à une levée de boucliers, le nouveau directeur général de l'OMS avait été contraint de renoncer à cette nomination plus que controversée. ●



Welinoo, Copenhague, Danemark

IRAN

Les Américains bloquent les livraisons de médicaments

A lors qu'officiellement les secteurs alimentaire, pharmaceutique et médical échappent aux sanctions décrétées contre l'Iran, les États-Unis s'arrangent pour bloquer les livraisons de médicaments pour Téhéran. Leur arme ? Des tracasseries bancaires et administratives sans fin.

Le SECO, le secrétariat d'État à l'économie à Berne, n'adopte pas vraiment un ton neutre pour évoquer le mécanisme de paiement pour les livraisons humanitaires à l'Iran. Dans un communiqué, il souligne que depuis le réta-

blissement des sanctions commerciales par les États-Unis, « les exportateurs suisses sont confrontés à des difficultés croissantes pour livrer des biens humanitaires en Iran », alors que ceux-ci ne sont normalement pas concernés par les sanctions. Le SECO ajoute que « pour des raisons juridiques liées à ces sanctions, plus aucune institution financière ou presque n'était disposée à effectuer des paiements en lien avec l'Iran. Les quelques canaux de paiement restants étaient chers, complexes et peu fiables ».

Déjà, en mai 2019, le think tank américain Atlantic Council, cité par Media-

part, constatait que le Trésor américain, « poursuivait les sociétés qui vendaient de petites quantités de médicaments à l'Iran, avec pour conséquence un effet dissuasif sur les autres sociétés faisant du commerce avec Téhéran ». Davantage qu'aux fabricants de médicaments, les États-Unis cherchent - en réalité - à mettre des bâtons dans les roues aux banques et aux organismes financiers qui effectuent les transactions avec l'Iran. C'est plus vicieux, mais tout aussi efficace.

Si la Suisse monte aux créneaux, c'est que depuis la prise d'assaut de l'ambassade américaine à Téhéran et la prise en otages du personnel, au lendemain de la révolution Islamique, c'est la Confédération helvétique qui représente les intérêts américains en Iran, et vice-versa. Petit pays neutre, la Suisse sert d'intermédiaire, et donc de messenger, entre les deux pays ennemis. Elle joue également le même rôle entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Par ailleurs, la Confédération, puissance de premier plan à la fois dans la finance et l'industrie pharmaceutique, aimerait jouer un rôle dans la livraison de médicaments à l'Iran, qui en a actuellement le plus grand besoin, en raison de l'épidémie de Covid-19.

Elle a d'ailleurs mis en place un mécanisme de paiement pour la livraison de biens humanitaires à Téhéran, baptisé Swiss Humanitarian Trade Arrangement (SHTA), qui a pu livrer en début d'année pour 2,3 millions d'euros de médicaments contre le cancer et d'autres pharmaceutiques nécessaires lors des transplantations d'organes. Des médicaments produits par la multinationale suisse Novartis. Quant aux transactions financières, elles sont passées par la Banque commerciale et de placements de Genève. Toutefois, il ne s'agit-là que d'une minuscule goutte d'eau face aux besoins gigantesques d'un pays de 80 millions d'habitants, devenu l'un des principaux foyers mondiaux de l'épidémie.

Certes, les États-Unis ne sont pas responsables de la gestion catastrophique de cette crise par le pouvoir iranien. Il faut se souvenir du vice-ministre iranien de la santé affirmant que « la mise en quarantaine appartenait à l'âge de pierre », avant d'être contraint à reconnaître le lendemain qu'il était lui-même contaminé ! Néanmoins, aggraver les ravages de l'épidémie en bloquant la livraison de médicaments, c'est faire payer injustement - et avec des conséquences souvent mortelles - au peuple iranien le comportement politique de ses dirigeants. ●

ASIE CENTRALE

La pandémie du Covid 19 exacerbe le ressentiment anti chinois

La pandémie du Covid 19 exacerbe le ressentiment anti chinois dans les pays d'Asie centrale. Mais, malgré la grogne des populations, les gouvernements locaux, financièrement vulnérables à l'égard de Pékin, peinent à s'opposer au néo-impérialisme chinois.

Par **ATMANE TAZAGHART***

Les Républiques d'Asie centrale constituent un élément important de l'initiative chinoise de la nouvelle route de la soie. Non seulement elles permettent le passage des marchandises chinoises vers l'Europe, mais la Chine perçoit ces pays comme des hubs énergétiques pour cette nouvelle route de la soie. Par conséquent, bon nombre des pays de région, en particulier le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, qui partagent une frontière avec la Chine, ont vu les investissements chinois augmenter, de façon considérable, dans divers secteurs allant de l'agriculture aux infrastructures, en passant par les télécommunications.

La domination croissante des économies de ces pays par la Chine a donné naissance à un ressentiment anti chinois de plus en plus exacerbé chez les populations locales. Cependant, comme les économies des ces pays sont largement endettées envers les investisseurs chinois, les gouvernements locaux ont longtemps œuvré à contenir ce ressentiment et empêcher qu'il se répande davantage au sein de leurs populations. Mais est-ce encore le cas ? L'exaspération semble, depuis peu, atteindre les sphères politiques et diplomatiques.

Le 14 février dernier, l'ambassadeur chinois au Kazakhstan, Zhang Xiao, a été convoqué par le ministère kazakh des affaires étrangères suite à la publication d'un article sur le site d'information gouvernemental chinois www.sohu.com, intitulé « Pourquoi le Kazakhstan est enclin à retourner en Chine ? ». De son côté, l'ambassade kazakh à Pékin a déposé une protestation à ce propos auprès du ministère chinois des affaires étrangères. L'article en question indiquait notamment que « le Kazakhstan est situé sur des territoires appartenant historiquement à la Chine ».

Au début de l'année, la lobbying chinois en vue de l'obtention de projets économiques au Kazakhstan a donné lieu à des protestations anti chinoises dans six grandes villes du pays. Les manifestants

ont exprimé leur inquiétude de voir les investissements chinois compromettre la souveraineté du pays. En outre, l'annonce de la construction de 55 usines chinoises au Kazakhstan a exacerbé les craintes concernant la multiplication de ce type d'implantations dans le pays. Bien que la Chine ait présenté ces investissements comme des projets gagnant - gagnant pour les deux pays, les populations Kazakhs demeurent sceptiques, notamment en raison de l'afflux de travailleurs chinois qui accompagne ces implantations.

Plus récemment encore, le 19 février dernier, le ressentiment anti chinois a donné lieu à des manifestations des habitants du quartier de Zaisan, dans la région du Kazakhstan-Oriental, limitrophe de la Chine, qui ont protesté contre le fait que les hôpitaux locaux étaient réservés à l'accueil des patients chinois atteints du coronavirus.

A la même période, dans une autre République d'Asie centrale, le Kirghizistan, des centaines de manifestants étaient descendus dans la rue, le 17 février, près d'At-Bachy, dans l'Est du pays, pour protester contre un projet d'investissement chinois d'une valeur de 275 millions de dollars, visant à construire un centre logistique dans cette région. Les manifestants brandissaient des pancartes indiquant « Pas de terres kirghizes pour la Chine ». L'immense pression populaire a finalement obligé le gouvernement kirghiz à annuler le projet.

En août 2019, déjà, plus de 500 citoyens kirghizes sont entrés en conflit avec des employés chinois dans une mine d'or à Solton-Sary. Par ailleurs, des militants des droits de l'Homme se sont mobilisés en opposition à l'installation de caméras de reconnaissance faciale, avec l'aide de la Chine, dans les rues de Bichkek, la capitale du Kirghizistan. Et le ressentiment anti chinois s'est encore accentué, suite à la disparition d'au moins 35 étudiants kirghizes étudiant à Bichkek, après leur retour dans la région autonome chinoise du Xinjiang.

Une récente enquête d'opinion réalisée au Kirghizistan par l'ONG américaine, International Republican Institute, a indi-

qué qu'un nombre écrasant de citoyens kirghizes considère la Chine comme la principale menace économique pour le pays.

Au Tadjikistan, les habitants de la région autonome de Gorno-Badakhchan (GBAR) se sont opposés, en juin 2019, à l'octroi d'une licence à la société chinoise, Kashn Sinyui Dadi Mining Investment Ltd, pour la location du gisement d'argent de Yakchilva, dans le district de Murghab.

La pandémie de coronavirus ne semble pas ralentir l'ambition chinoise d'étendre

son influence dans le monde et plus particulièrement en Asie centrale. Pékin semble, au contraire, accélérer les démarches pour assurer ses intérêts stratégiques. En témoignent les récents développements en mer de Chine méridionale, où la Chine a annoncé la création de deux nouveaux districts administratifs dans la ville de Sansha et où un navire des garde-côtes chinois a heurté et coulé un bateau de pêche vietnamien au large des îles Paracel, provoquant une nouvelle vague de mécontentement.

Toutefois, même si la pandémie accentue le ressentiment anti chinois, les économies locales se trouvent fragilisées. Raison pour laquelle les gouvernements, qui sont financièrement vulnérables à l'égard de la Chine, hésitent à s'opposer aux intérêts chinois. Et se retrouvent, donc, pris entre l'enclume de la contestation populaire et le marteau de ce néo-impérialisme chinois.. ●

* *Journaliste et essayiste, directeur de la publication de Global Watch Analysis.*



Harry Greb,
Rome, Italie

RÉVÉLATIONS EXCLUSIVES

La Chine, leader mondial de la prolifération nucléaire et de... virus !

Tout comme la communauté internationale a convenu de la nécessité de travailler conjointement pour surmonter les défis posés par la pandémie actuelle de Covid-19, il faut aussi parvenir rapidement à un consensus, pour s'opposer conjointement au mépris flagrant de la Chine pour les normes mondiales et à ses tentatives répétées de déformer les faits, dans le but de contourner les réglementations internationales.

Par **ROLAND JACQUARD***

Le cargo chinois *Da Cui Yun*, appartenant à la société chinoise *COSCO Shipping Corporation* et naviguant entre le port de *Jiangyin*, dans la province chinoise du *Jiangsu*, et le port pakistanais de *Qasim* à *Karachi*, a été arrêté par les autorités douanières et de sécurité indiennes dans le port de *Kandla*, dans l'ouest de l'Inde, au début du mois de février dernier. La raison de cette détention était une cargaison contenant un autoclave industriel, produit à double usage qui peut être utilisé dans la fabrication de missiles balistiques à longue portée ou la construction de moteurs pour satellite. Le produit avait été déclaré à tort comme un séchoir industriel et était destiné à être livré à une entreprise basée à *Islamabad*, *United Construction Company*.

La cargaison suspecte a été saisie par les autorités indiennes et déchargée du navire, à la suite de quoi le *Da Cui Yun* a été autorisé à poursuivre son voyage. La saisie a été ensuite amenée pour inspection par des scientifiques de l'Organisation de recherche et de développement

pour la défense (DRDO), une entité indienne de premier plan en matière de recherche et de développement. Après l'examen, les experts de la DRDO ont conclu que le produit saisi était bien un autoclave industriel à double usage.

Comme on pouvait s'y attendre, le

ministère chinois des Affaires étrangères a nié que le produit en question soit à usage militaire ou à double usage selon les termes définis par les règlements sur la non-prolifération et le contrôle des exportations. Et des articles très virulents ont été publiés dans les médias

chinois, s'attaquant à l'action de l'Inde comme étant « un acte d'arrogance visant à consolider sa suprématie en Asie du Sud et dans la région de l'Océan Indien ». Le 8 mars, un article paru dans le journal public chinois *Global Times* a vanté les vertus de la Chine décrite comme une « grande puissance responsable », affirmant que Pékin respecte ses obligations internationales en matière de non-prolifération et ses engagements en tant que signataire du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). L'article a accusé l'Inde d'avoir fabriqué des faits et utilisé l'incident de *Da Cui Yun* comme un levier pour amener les États-Unis, la France et d'autres pays occidentaux à faire pression sur la Chine afin qu'elle autorise l'Inde à rejoindre le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN).

Or, la communauté scientifique mondiale est consciente du rôle de la Chine dans la facilitation clandestine du programme nucléaire pakistanais, depuis les années 1980. Plus récemment, cette aide chinoise a aussi permis au Pakistan de développer des missiles balistiques. Et, selon les affirmations officielles des autorités d'Islamabad, le pays a testé le *Shaheen II*, un missile balistique d'une portée de 1.500 à 2.000 kms, en mai 2019. Les démentis habituels de la Chine ne changent rien à cette donne.

En effet, comme nous nous en rendons compte chaque jour davantage, la Chine du président Xi Jinping adopte une approche de plus en plus agressive sur les questions litigieuses. Sa politique consiste désormais à se frayer un chemin au bulldozer à travers des déclarations fortes, étayées par une vaste propagande. Le monde a récemment vu cette machine de propagande se mettre en branle, pour tenter de blanchir la responsabilité de la Chine dans la pandémie de Covid-19. Une propagande qui moque les autres pays pour leur incompetence et leur incapacité à contenir la propagation du virus et érige la Chine en pays phare qui a montré la voie pour maîtriser l'épidémie.

Et alors que le monde est aux prises avec cette crise sanitaire internationale, d'une ampleur sans précédent, le moment est opportun pour prendre conscience de la nécessité d'une initiative internationale concertée pour mettre un terme à la propagande et à la prolifération de la Chine, qu'elle soit nucléaire ou virale ! ●

* Écrivain et consultant, président du *Roland Jacquard Global Security Consulting (RJGSC)*.



Fake, NDSM, Amsterdam, Pays bas

MOYEN-ORIENT

Les défis post-Covid 19

Les conséquences de la pandémie du coronavirus diffèrent d'une région à une autre de la planète. Elle s'accroît notamment dans les zones de conflits où les systèmes de santé ne fonctionnent plus ou sont défectueux. Le risque principal est de voir s'exacerber les tensions et conflits existants, notamment au Moyen-Orient. Ainsi la stabilité de cette région qui s'étend du Golfe arabo-persique au Maghreb est essentielle pour l'équilibre économique et sécuritaire du monde.

Par **FABIENNE DURAND***

Le Covid-19 a touché la région de façon inégale et il est légitime de s'interroger sur l'impact de cette crise sanitaire, qui a été inégalement gérée par les États concernés. Tout d'abord, quelles seront les conséquences probables sur les plans politique, social et en matière de durabilité pour les États de la région ? Ensuite, quels États risquent de tirer profit de cette crise inédite, à l'échelle du monde arabe ou parmi les puissances mondiales, comme les États-Unis, la Russie ou la Chine ?

On observe, tout d'abord, que le Covid-19 a déclenché au Moyen-Orient les mêmes réflexes caractéristiques, bien que la région et notamment les pays du Golfe ont déjà connu cette famille de virus, ayant été affectée en 2012 par le coronavirus du syndrome respiratoire, MERS-Cov : le déni de la réalité, au moins dans un premier temps, la politisation de la crise, exploitée telle une fenêtre d'opportunité contre les opposants, un renforcement du contrôle social, enfin la prolifération de rumeurs complotistes.

On observe une instrumentalisation de la crise sanitaire par les religieux radicaux : le virus serait transmis par les communautés chiïtes, pour les uns, tandis pour les autres, il s'agirait d'un virus « impérialiste ». Par ailleurs, le manque de transparence et de fiabilité concernant les chiffres des personnes affectées est propre à la culture autoritaire. Cette pratique classique du mensonge d'État par les régimes autoritaires tient au fait que, selon eux, le succès ne se mesurera pas par la capacité à juguler la pandémie mais par la dissimulation la plus efficace possible du coût humain du virus.

Sur le plan économique, les conséquences de cette crise sanitaire ne seront pas les mêmes dans tous les États. Certains

pays, comme les Emirats arabes unis, le Koweït, le Qatar ou l'Arabie saoudite s'en sortiront mieux. D'abord parce que les réserves financières de ces pays sont très importantes, ensuite parce qu'ils sont peu endettés. S'agissant en particulier de l'Arabie saoudite, sa dette ne dépasse pas 25 % de son PIB. Sa capacité d'endettement est immense, même avec un baril à 25 dollars. L'Arabie peut sans difficulté lever 100 à 150 milliards de dollars sur les marchés, de quoi lui permettre de passer la crise sanitaire, de jouer le pétrole à la baisse, pendant un certain temps, sans toutefois mettre en danger ses équilibres internes.

A l'inverse, l'Iran, abordera la sortie de crise dans des conditions de faiblesse accrue. Le fait que le pays ait cru devoir faire appel au FMI, pour la première fois depuis 60 ans, est en soi un indicateur de taille. De même, la décision prise par Téhéran, pour des raisons économiques, de procéder à une levée très tôt du confinement. Il est vital pour l'Iran que la relance de la demande chinoise de pétrole ne se fasse pas trop attendre et que la Chine poursuive sa politique d'achat du pétrole iranien, en contournant les sanctions américaines.

De nombreux autres États de la région sont dans une situation économique critique, qui va être aggravée par la crise sanitaire. C'est le cas du Liban, qui avait déjà annoncé avant la crise qu'il suspendait le remboursement de sa dette publique ; de la Jordanie, où la dette publique représente 97% du PIB ; de l'Algérie dont l'économie est dépendante de la rente pétrolière à plus de 97% ; de la Tunisie et de l'Égypte, dont la dette publique est supérieure à 80 % du PIB, tandis que plus de 50 % de leurs populations travaillent dans l'économie informelle, en raison d'un chômage supérieur à 20 %, alors que la manne du tourisme est affectée puisque le tourisme,



Aziz Al-Asmar,
Binnish,
Edlib, Syrie

qui représente 10 % du PIB, est quasiment inexistant cette année.

Par ailleurs, l'aggravation de la situation économique et sociale aura des conséquences sur les tensions politiques internes. Il est évident que c'est dans les pays en conflit - comme l'Irak, la Libye, le Yémen et surtout la Syrie - que les conséquences seront les plus déplorables, aggravant le chaos existant. Ainsi, en raison de la nécessaire entraide dans la lutte contre le virus, les Emirats arabes unis ont accentué leur rapprochement avec Damas. Et d'autres pays, pour pouvoir apporter une aide humanitaire, pourraient, à leur tour, accepter une certaine normalisation avec le régime syrien.

Sur le plan géopolitique, la gravité de cette crise sanitaire inédite, touchant aussi bien les acteurs régionaux que les grandes puissances extérieures, devrait entraîner une baisse générale des tensions et des conflits et donc moins de violence. Mais, certains acteurs pourraient y voir aussi une fenêtre d'opportunité - qu'il s'agisse de

d'acteurs non étatiques, comme Daech, ou d'États, comme l'Iran - pour sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvent actuellement.

S'agissant, du « grand jeu international » entre les puissances mondiale (États-Unis, Russie et Chine) au Moyen Orient, il est probable que le désengagement américain s'accélère. La Russie devrait consolider ses acquis en matière d'influence, en Syrie notamment. En revanche, la pandémie, qui a entraîné une chute de la production en Chine et donc une chute de la demande en matière de pétrole, a affecté l'accord qui unissait les pays de l'OPEP, conduits par l'Arabie Saoudite, et les pays dits « non OPEP », conduits par la Russie. La réunion de Vienne, qui portait sur la recherche de solutions à apporter à la baisse des prix du pétrole, le 6 mars dernier, a débouché sur la rupture de la Russie, qui a décidé de mettre fin à l'accord mis en place en 2016. Ainsi le groupe « OPEP+ » qui contrôlait plus de la moitié de la production mondiale de pétrole est donc dans l'impasse.

Sur le plan des équilibres régionaux, la Turquie pourrait tirer profit de la crise, au nord de la Syrie. Même si l'Iran peut maintenir ses positions, en dépit de son affaiblissement. Israël ne gagnera pas en matière d'influence non plus. D'autant plus que, comme son rival iranien, l'État hébreu connaît de grandes difficultés sur le plan politique interne.

En revanche, l'affaiblissement des États-Unis et de la Russie dans la région pourrait profiter à la Chine, déjà très active dans le Golfe et en Irak, comme en Égypte et au Maghreb. L'Iran, du fait de son isolement dépend de plus en plus de la Chine. Son affaiblissement ne fait qu'accroître sa dépendance vis-à-vis de Pékin. Par ailleurs, la Chine peut aussi assurer les besoins de financements de certains États-clefs pour les équilibres régionaux, comme l'Égypte. D'autant plus que pour la Chine, l'Égypte peut représenter un jalon important pour son projet « Road and Belt Initiative » (nouvelle route de la soie), en Mer Rouge et en

Méditerranée. La stratégie de pénétration chinoise en Égypte peut trouver une synergie avec l'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe.

Toutefois les intérêts chinois ont des limites. Il est peu probable que Pékin s'engage dans des situations de crise, comme en Irak ou en Syrie, comme l'ont fait les États-Unis ou la Russie. Elle n'y a aucun intérêt. Elle devra, cependant, trouver un arbitrage entre ses intérêts en Arabie saoudite et ceux qu'elle a en Iran.

In fine, la crise du Covid-19 ne devrait pas entraîner de bouleversements majeurs dans le monde arabe, perse et turc, même si la période est tourmentée dans la région comme ailleurs. La tendance générale est plutôt à l'apaisement et à l'entraide, car aucune des forces régionales influentes n'a intérêt à favoriser des explosions sociales, avec des conséquences politiques non maîtrisées, comme en 2011. ●

* *Politologue et consultante, spécialiste des questions environnementales.*

Comment faire face aux nouvelles maladies contagieuses ?

Sommité mondiale en matière de microbiologie et éminent spécialiste des maladies infectieuses émergentes, le professeur Didier Raoult, qui dirige l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille (IHU Méditerranée Infection), a été chargé par le gouvernement français, en août 2002, d'établir un rapport de mission sur les menaces liées au bio-terrorisme et aux nouvelles maladies infectieuses. Le rapport de 374 pages qu'il a remis au gouvernement, le 17 juin 2003, est un document d'une valeur inestimable. 17 ans plus tard, il n'a rien perdu de sa pertinence et demeure d'une actualité brûlante. Il apporte un enseignement inégalé sur les raisons qui ont conduit - même dans les pays les plus développés - aux nombreux ratages et lacunes observés lors de la pandémie actuelle de Covid-19. Les recommandations qu'il préconise mériteraient une attention toute particulière, de la part des institutions internationales et des gouvernements du monde entier, dans le cadre de l'indispensable réflexion qu'il faudra engager, de toute urgence, pour parer aux futurs risques de pandémies liées à l'émergence de nouvelles maladies contagieuses. Nous reproduisons, ici, l'état des lieux général établi dans l'introduction de ce rapport et l'intégralité de sa partie consacrée aux nouvelles maladies contagieuses :

Par le Pr. DIDIER RAOULT



INTRODUCTION

Les maladies infectieuses et les épidémies ont joué jusqu'au 20^{ème} siècle un rôle majeur dans l'histoire humaine représentant la plus grande cause de mortalité et occasionnant des épidémies qui ont changé le cours de l'Histoire, depuis la peste d'Athènes qui a décimé la population athénienne pendant la guerre du Péloponnèse, la grande peste noire qui, au 15^{ème} siècle, a tué 30% de la population européenne, puis le typhus pendant la campagne de Russie napoléonienne qui a été responsable d'environ la moitié des morts de la retraite de Russie, la grippe espagnole qui, en 1918, a

tué autant que la première guerre mondiale (20 millions de morts), jusqu'aux maladies transmises par les poux qui, pendant la guerre puis la révolution bolchévique en Russie, ont été à l'origine de 3 millions de morts.

A côté de ces grandes épidémies, les maladies infectieuses ont trouvé de nouvelles opportunités dans les changements de notre écosystème et se sont particulièrement développées dans les hôpitaux sous la forme d'infections nosocomiales. L'hygiène, l'augmentation du niveau de vie dans les pays les plus développés, associées à la vaccination puis, à partir de la 2^{ème} guerre mondiale, à l'usage des anti-infectieux, ont fait reculer les maladies infectieuses et ont été corrélées à une augmentation spectaculaire de l'espérance de vie. Les maladies infectieuses en 1995 n'étaient plus responsables que de 30% de la mortalité globale dans le monde. Toutefois,

ce chiffre cache en réalité qu'elles restent la première cause de raccourcissement de vie car elles frappent indistinctement les sujets jeunes et les sujets âgés, à la différence du cancer ou des infections cardiovasculaires.

L'effacement des grandes maladies infectieuses identifiées dans le courant du 20^{ème} siècle (recul de la tuberculose, disparition de la variole, quasi disparition de la poliomyélite, de la diphtérie) a pu laisser penser que le problème était résiduel. Or, les épidémies sont des phénomènes chaotiques, mal prévisibles et mal contrôlables. Un changement radical s'est fait dans l'esprit de la population avec l'apparition du SIDA dans les années 1980 où on a vu apparaître une maladie dont l'ampleur ne cesse d'augmenter, qui s'est propagée extrêmement rapidement dans le monde entier et qui a constitué le paradigme de l'épidémie nouvelle totalement imprévue. Depuis cette époque, et grâce à l'intervention aux Etats Unis de l'Institute of Medicine, qui a défini le concept de maladies émergentes en 1992, une mobilisation de la communauté scientifique, essentiellement américaine mais aussi internationale, s'est faite autour du problème des maladies infectieuses émergentes qui a permis en une vingtaine d'années l'identification de 200 micro-organismes pathogènes nouveaux, ceux-ci étant soit anciens, mais identifiés de façon récente grâce au progrès technique, soit entièrement nouveaux. Cinq problèmes majeurs ont pu être identifiés.

Les maladies infectieuses ont joué un rôle majeur dans l'histoire humaine occasionnant des épidémies qui ont changé le cours de l'Histoire.

1 Les grandes épidémies que l'on croyait oubliées réapparaissent au cours des désastres sociaux, en particulier des guerres civiles, survenant dans le monde. Ainsi, dans les 10 dernières années du 20^{ème} siècle, l'incidence mondiale de la peste a augmenté (singulièrement à Madagascar) ; le choléra qui avait été pendant longtemps limité à l'Asie et à l'Europe, s'est maintenant étendu au continent africain dans les années 1970 et au continent américain dans les années 1990 avec un nombre toujours croissant de cas et de morts. La diphtérie (pourtant bien contrôlée par la →

vaccination) a explosé dans les années 1990 dans l'ex-URSS après la baisse de la vaccination de même qu'en Algérie. Enfin, les maladies transmissibles par les poux sont réapparues ; la plus grande épidémie de Typhus depuis la deuxième guerre mondiale a commencé au Burundi, au Rwanda et au Congo et continue d'évoluer et la fièvre des tranchées s'est installée en zone urbaine dans les pays développés, y compris en France (Paris, Lyon et Marseille). Ainsi, on a pu constater le retour des grandes maladies infectieuses, témoignant d'une baisse du contrôle social et d'une baisse de la vigilance vis-à-vis de ces pathogènes. Les moyens de contrôle de ces maladies sont pourtant extrêmement simples, basés sur la qualité des services sociaux, la vaccination et la politique de gestion nationale de l'hygiène.

2 Les infections nosocomiales se développent dans l'écosystème hospitalier. Dans ce domaine, la France se situe à une place particulièrement mauvaise, comparée aux autres grandes nations. On estime que 500.000 personnes souffrent d'infections nosocomiales par an dont 10.000 meurent.

3 L'explosion des résistances des micro-organismes aux anti-microbiens est préoccupante. Ainsi, des résistances sont apparues, y compris pour des micro-organismes extrêmement banals, avec une course entre l'ingéniosité pharmaceutique humaine et les microorganismes qui n'a pas laissé de vainqueur définitif. Le staphylocoque est devenu au fur et à mesure des découvertes de l'industrie pharmaceutique successivement résistant aux Sulfamides, à la Pénicilline, aux Tétracyclines, aux Pénicillines anti-staphylococciques et maintenant à la Vancomycine. Les bacilles pyocyaniques sont aussi devenus résistants dans un certain nombre de cas à tous les antibiotiques, à l'exclusion de la Colimycine. Les pneumocoques deviennent résistants aux antibiotiques de 1ère ligne, Pénicilline et Macrolides. Ces micro-organismes sont des agents banals d'infections qui étaient entièrement contrôlées ces dernières années. Enfin, le bacille

tuberculeux présente un niveau de résistance croissant dans les pays de l'Est européen. L'augmentation rapide des résistances pose des problèmes très inquiétants. Elle résulte d'un équilibre entre microorganismes et prescription des antibiotiques. Celle-ci constitue incontestablement une pression de sélection qui favorise l'émergence de micro-organismes résistants. Ces microorganismes sont ensuite éventuellement transmis de patient à patient de façon épidémique, soit directement soit, comme dans le cas du staphylocoque doré, par le truchement des soignants. La France est le pays où l'on prescrit le plus d'antibiotiques et où les niveaux de résistance aux antibiotiques sont les plus élevés.

4 Le quatrième problème est celui de l'utilisation des micro-organismes comme agent de bio-terrorisme. La première utilisation des micro-organismes comme agent de guerre est extrêmement ancienne puisqu'elle remonte à l'utilisation en 1347 à Caffa par les Mongols de cadavres pestiférés, jetés par dessus les murailles, pour infecter la population défendant la ville assiégée. Depuis, de nombreux micro-organismes ont pu être proposés et ont bénéficié d'un début d'utilisation comme arme biologique. Ceci inclut, entre autres, les bactéries du typhus, de la brucellose, de la tularémie, du charbon et de la peste. Le traité de non prolifération

de 1972, signé par l'ensemble des pays, pouvait laisser espérer une disparition de l'usage de ces micro-organismes comme arme de guerre. En réalité, il a été constaté en 1979 que les Russes avaient poursuivi leurs études sur le charbon à l'occasion d'une épidémie de charbon en Russie ayant entraîné une centaine de morts dans une ville qui comprenait un laboratoire militaire. Les autopsies de ces patients morts dans des tableaux de pneumonie, avec hémorragie cérébrale ont permis de mettre en évidence le bacille du charbon et le fait a été reconnu par Boris Eltsine en 1992. Par ailleurs, quelques cas de variole sont survenus chez les croisiéristes en déplacement sur la mer d'Aral, en face d'un labora-



Bandit, Nouvelle Orléans, USA

toire militaire russe. Ces cas de varioles étaient extrêmement graves, hémorragiques, et ont entraîné la mort de sujets vaccinés, sans que ces patients aient eu des contacts directs avec un sujet varioleux. Ceci laisse penser qu'ils ont été victimes d'un aérosol émanant du laboratoire militaire en question et que ce virus varioleux était particulièrement virulent. Ultérieurement, le bio-terrorisme a pris naissance avec la secte Aum au Japon. Celle-ci a utilisé le gaz sarin dans le métro et fait des tentatives d'utilisation du charbon, de la fièvre Q et de la toxine botulique. La guerre du Golfe a permis d'identifier des stocks de bacilles

du charbon en Irak. Les informations récentes ont pu montrer que le réseau terroriste al-Qaïda proposait d'utiliser un certain nombre d'agents infectieux comme source de terrorisme. Enfin, quelques cas de charbon qui ont succédé à des envois postaux sont survenus aux Etats-Unis en 2001 et la découverte d'un stock de la toxine du ricin en Angleterre en 2003 ont concrétisé ce risque. La menace d'utilisation des agents bio-terroristes est plausible du fait que le coût de production des armes biologiques est de 2000 fois inférieur à celui des armes conventionnelles à efficacité comparable.

5 La cinquième menace est celle de virus émergents. Les années 1970 ont permis de voir apparaître les virus des fièvres hémorragiques en Afrique et en Amérique du Sud (Lassa, Ebola, Machupo). Les épidémies ont été pour l'instant limitées, mais ont posé le problème de la manipulation d'agents extrêmement pathogènes, éventuellement contaminants par aérosols au laboratoire et qui, avec une mortalité brutale et fréquente, constitueraient une menace équivalente à celle de la grande peste du Moyen-Age si la transmission inter-humaine par aérosol devenait naturelle. Les années 1980 ont été celles du Sida

et les années 1990 celles de l'hépatite C. Le risque actuel d'apparition de mutants de virus respiratoires, en particulier de la grippe, est le phénomène le plus redoutable. Un nouveau mutant grippal est apparu en 1999 à HongKong. Ce virus d'origine aviaire, fréquemment mortel, a rapidement pu être contrôlé mais le prochain mutant grippal pourrait ne pas l'être. Le risque épidémique par les maladies transmises par voie respiratoire est extrêmement important, du fait de la densification de la population humaine. Actuellement, plus d'un milliard 600 millions d'hommes vivent dans des villes dont 24 mégapoles de plus de 10 →

Le risque actuel d'apparition de mutants de virus respiratoires, en particulier de la grippe, est le phénomène le plus redoutable.

millions d'habitants, la plupart se trouvant maintenant dans des pays de faible niveau économique. Entre 500 millions et 1 milliard de voyages par avion se dérouleront dans tous les coins de la planète au cours de l'année 2003, et la mutualisation d'un virus transmissible par voie respiratoire sera extrêmement rapide. Ce type d'événement, la mutation brutale puis l'introduction d'un virus d'origine animale dans le monde humain, sont des événements rares, chaotiques mais qui peuvent avoir des conséquences extrêmement rapides et extrêmement dangereuses. Seule l'implantation durable de centres de recherche et de surveillance en pays tropical permettra la détection précoce de ces nouveaux agents.

Notre préparation face à ces événements chaotiques est faible ; ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, parce que l'époque ne prête pas à la prévision d'événements catastrophistes (Cassandra est toujours ridicule !). Les besoins sociaux relayés par la presse sont des besoins immédiats ; ils répondent à des peurs spontanées qui sont rapidement chassées par d'autres peurs ou inquiétudes. Dans ces conditions, mettre en place un système qui permette d'éviter les conséquences dramatiques d'événements impro-

probables et à long terme est extrêmement difficile. Il est même vraisemblable que cela soulèverait dans la presse des commentaires extrêmement négatifs dénonçant le catastrophisme, la paranoïa, voire le gaspillage. Pourtant, le coût des réactions en urgence est bien supérieur à celui de la prévention. Pour exemple, le coût généré par la prévention de l'infection par le nouveau variant de la maladie de Creutzfeld-Jacob (maladie de la vache folle) dans les hôpitaux, par rapport au bénéfice en terme de santé publique, est invraisemblablement élevé. Ainsi donc, une politique de surveillance à long terme nécessite le courage politique d'investir dans des phénomènes qui ne sont pas médiatiquement

intéressants, qui sont parfois même inquiétants pour la population (construction de P4, de P3) et qui nécessitent un peu de pérennité dans les choix.

Par ailleurs, les maladies contagieuses contredisent l'évolution individualiste spectaculaire de notre société ces dernières années. En effet, la gestion des maladies infectieuses peut amener à remettre en cause la liberté individuelle. C'est le cas de l'isolement nécessaire pour éviter la contamination lorsque les patients sont contagieux, c'est le cas de la déclaration obligatoire des maladies et c'est le cas de la vaccination obligatoire dans le cadre des maladies contagieuses. Ce peut être aussi la justification de l'obligation de soins pour d'autres maladies contagieuses. Les Hommes constituant une espèce unique, le comportement individuel des humains peut avoir une

conséquence sur la santé de l'ensemble de la population. C'est ainsi que l'on a pu identifier un étudiant guinéen qui a importé le choléra en Afrique noire à partir d'URSS et qui a causé secondairement des millions de morts. Ainsi donc, la liberté individuelle de chacun et les choix personnels peuvent contredire les besoins de la société d'une manière très tangible.

La différence de développement qui est en train de se creuser entre

La mutation puis l'introduction d'un virus d'origine animale dans le monde humain, sont des événements rares, chaotiques mais qui peuvent avoir des conséquences extrêmement rapides et dangereuses.

les pays les plus riches et les pays les plus pauvres laisse espérer pour les plus riches que les maladies des plus pauvres resteront cantonnées dans le tiers monde. S'agissant des maladies contagieuses, ceci n'est pas vraisemblable. L'espèce humaine est unique, les micro-organismes se déplacent et toute émergence d'un nouveau pathogène dans n'importe quel pays du monde lui permettra une rapide extension sans qu'aucun contrôle ne soit réalisable aux frontières. Ceci signifie que les pays les plus riches (y compris dans le cadre du plus parfait égoïsme) doivent se préoccuper d'une manière très attentive de la santé en terme de maladies contagieuses des pays les plus pauvres. Ceci est d'au-

tant plus vrai que la constitution progressive de mégapoles, quand elles ne sont pas associées au développement sanitaire permettant un minimum d'hygiène, va donner, par l'augmentation de la population et la promiscuité, l'opportunité pour de nouveaux pathogènes de se développer extrêmement rapidement. Les conditions dans ces mégapoles sont réunies pour permettre l'apparition de microorganismes extrêmement dangereux.

Dans la perspective de la lutte anti-infectieuse, un phénomène très inquiétant se fait jour : l'industrie investie dans la lutte des maladies infectieuses est en train de se dégager très rapidement. En effet, sur le plan international, des compagnies telles que Novartis, Glaxo, Smith-Kline, Bristol Meyers Squibb, Eli-Lilly et Laroche-Hoffman sont en train de diminuer leur investissement ou de sortir carrément du champ des antibiotiques. La même situation peut être observée au niveau des vaccinations. Le nombre d'opérateurs susceptibles de créer des vaccins est devenu actuellement extrêmement faible. Il est vraisemblable que nous allons bientôt arriver au paradoxe que la Science proposera des stratégies vaccinales thérapeutiques originales qui ne pourront pas être commercialisées faute d'opérateurs. Ceci est lié au coût de développement de plus en plus spectaculaire qui ne permet pas de retour sur investissement satisfaisant. L'Etat aura donc un rôle considérable à l'avenir car le marché est en train de se désengager de la bataille contre les maladies infectieuses.

LES NOUVELLES MALADIES CONTAGIEUSES

L'apparition de nouvelles maladies contagieuses rapidement mortelles a été observée dans les années 1970 avec l'apparition des virus des fièvres hémorragiques, en provenance d'Afrique (Ebola, Lassa). L'émotion suscitée à l'époque, qui avait justifié la réalisation de quelques chambres en dépression, est rapidement retombée et le problème reste négligé.

Il y a toujours un risque considérable d'apparition de nouveaux pathogènes qui, compte tenu de la fréquence des voyages et de la globalisation, seraient rapidement mutualisés dans le monde entier. Les zones de prédilection, dans lesquelles on peut redouter l'apparition de ces infections, sont les zones très



One_Mizer, Paris, France

denses en population, en particulier les mégapoles du Tiers Monde en Afrique, en Amérique du Sud et surtout en Asie. Ainsi, la mise en place d'observatoires permettant de collecter les données dans les différents coins du monde, par les pays développés devient-elle un élément essentiel de la Santé Publique : c'est un des éléments recommandés par l'OMS et c'est ce que font les Etats-Unis à Lima, au Caire, à Nairobi et à Bangkok. Parmi les pays francophones, il existe peu ou pas d'implantations et ce

rôle nous échoit historiquement. Cette surveillance est de moins en moins assurée du fait de la dispersion des moyens des acteurs principaux (Service de Santé des Armées, ANRS, IRD et Institut Pasteur) et du fait que le Service de Santé des Armées est actuellement en repli considérable du fait de la professionnalisation de l'armée.

Il y a un danger incontestable de voir apparaître un nouveau virus ou un mutant grippal équivalent à celui de la grippe espagnole transmissible par aé-

rosol, qui se répandrait extrêmement rapidement par les voyages et serait susceptible d'entraîner une épidémie aux conséquences incalculables de plusieurs millions de morts. Les épisodes viraux respiratoires récents ont avortés (Nipah virus, Paramyxovirus equin, nouveau mutant grippal aviaire de Hong Kong). Toutefois, le risque de diffusion mondiale est toujours grand. La préparation à une telle hypothèse doit être renforcée.

Premièrement, les capacités de déplacement sécurisé en avion sont faibles →



Rebel Bear, Glasgow, Ecosse

voire inexistantes pour à peu près l'ensemble des pays. La décision prise face à une telle situation serait probablement de ne plus transporter les patients et de laisser le traitement se faire sur place. Ceci repose la question de la constitution d'hôpitaux sur place en coopération, ayant un niveau technique et scientifique suffisamment élevé pour pouvoir au traitement sur place de nos ressortissants, y compris éventuellement des militaires. Le système de veille aéroportuaire doit être développé. Une infirmerie permettant l'isolement doit être

mise en place dans les aéroports internationaux. Des ambulances spécialisées pour l'isolement et le transport des malades contagieux doivent être équipées dans les grands aéroports internationaux.

Une fois arrivés, les patients suspects doivent être mis en quarantaine ; l'arsenal législatif du pays ne la permet pas actuellement, pas plus d'ailleurs que pour quelqu'un qui se serait auto-inoculé la variole. Elle ne le permet qu'avec l'accord du patient. Ce problème doit faire l'objet d'un profond débat en France

pour permettre, quand quelqu'un met en péril la population, de le contraindre à l'isolement et aux soins.

Une fois arrivés dans les hôpitaux, la situation doit être planifiée. En effet, il faut d'abord pouvoir, dans l'ensemble des services d'urgence, reconnaître les malades suspects puis les orienter vers des services dans lesquels on puisse les prendre en charge. Le port de gants et de masques pour les soignants et les malades présentant une grave pneumopathie doit se généraliser. Pour pouvoir prendre en charge un malade extrême-

ment contagieux dans un service, il faut l'isoler, il faut avoir les équipements pour le personnel médical permettant d'éviter la contagion (combinaison, masque) et il faut pouvoir hospitaliser le malade dans une chambre à dépression. Dans de telles chambres, l'air est capté à l'intérieur de la chambre par un système de flux allant de l'extérieur vers l'intérieur ; ce qui ressort de la chambre est filtré, en filtre absolu, pour éviter la contamination environnante (P2 ou P3). Pour les malades les plus graves, il faut avoir quelques lits en soins intensifs. Le problème des circuits de prélèvements et des examens para-cliniques se pose aussi. Pour les examens para-cliniques, il faut disposer au moins d'un appareil de radio transportable de qualité, qui sera laissé dans le service en question. Il faut, par ailleurs, pouvoir traiter les examens biologiques et, d'abord, ceux destinés à permettre la recherche de micro-organismes pathogènes en P3. Avant d'avoir identifié le microorganisme en cause, on ne sait pas s'il est nécessaire de le cultiver en P4 et donc il faut utiliser des P3 jusqu'à apparition d'un effet atypique. Les centres référents biotox associés dans les villes à risques doivent être associés à la stratégie d'isolement initial. Les virus suspects doivent être envoyés au P4 lyonnais.

Par ailleurs, il faut pouvoir traiter les prélèvements de base (formule de numération, ionogramme) dans des

conditions de sécurité, et on ne peut pas injecter les prélèvements d'un patient suspect dans le circuit général. Ceci signifie qu'il faut organiser, à l'intérieur du laboratoire P3, les moyens de faire les évaluations minimales pour les constantes vitales sur des appareils de faible volume (hémogramme, coagulation, ionogramme).

Le risque d'apparition d'un nouveau pathogène extrêmement contagieux, en particulier par voie respiratoire, est clair.

Il n'existe qu'une chambre en dépression, en France, à l'heure actuelle, à l'hôpital de Lyon et aucun service en dépression. Les demandes d'équipement de la Pitié (Professeur BRICAIRE) sont restées lettre morte jusqu'en 2003. La seule chambre de Bichat n'est plus fonctionnelle. Des projets sont en cours, en particulier à Montpellier. La mise en place d'un éventuel traitement des prélèvements se fait à Lyon dans un laboratoire P2. C'est la seule équipe qui ait une expérience en France de ce niveau. Il est frappant de constater l'expérience des autres pays alentours. Récemment, j'ai eu l'occasion de visiter la structure ad hoc à Milan, dans l'hôpital STACCO. Le département de Maladies Infectieuses comporte 3 services de 100 lits chacun, où chacune des chambres est en dépression et permet instantanément de travailler sur 100 malades contagieux. Par ailleurs, un bâtiment est en construction, dont le financement a été décidé en 2002 dans le cadre spécifique du bio-terrorisme (pour lequel il y aura 2 pôles, à Rome et à Milan),

qui comportera 10 à 20 chambres dans un ensemble complet de niveau P3 comportant, par ailleurs, un laboratoire, un bloc et une morgue pour pouvoir faire les prélèvements histologiques. Ce type d'aménagement permettra de faire face éventuellement à une situation catastrophique d'épidémie extrêmement contagieuse en mettant à l'abri la population et les soignants.

Au total, le risque d'apparition d'un nouveau pathogène extrêmement contagieux, en particulier par voie respiratoire, est clair ; c'est un événement rare et chaotique, il est indispensable de s'y préparer à l'avance pour tenter d'éviter une diffusion massive qui pourrait avoir des conséquences considérables. L'exemple de la peste noire au Moyen Age, qui a détruit le tiers de la population européenne et qui a tué à Marseille en 1720 la moitié de la population, ou de la grippe espagnole qui a tué plus de 20 millions de personnes en 1918 doivent rester présents à l'esprit. Pour organiser les choses, il faut mettre en place sur Paris, Lyon et Marseille, pour commencer, des services entiers susceptibles d'être transformés en service d'accueil des malades extrêmement contagieux. Ces services doivent être constitués d'une vingtaine de lits, comporter des chambres qui seront toutes susceptibles d'être passées en dépression. Ce service doit être associé à un laboratoire qui pourrait être sur un site différent, dans la même ville, de type P3, dans lequel peuvent être réalisés les examens biologiques courants et les examens micro-biologiques. Enfin, des capacités de radiologie et probablement un mini bloc opératoire doivent aussi être mis en place dans cette structure de manière à pouvoir vivre en autarcie sur le plan médical. ●

Recommandations

- **Equiper les laboratoires P3 des laboratoires associés dans le cadre de biotox à Paris, Lyon et Marseille de mini automates pour réaliser la biologie courante en P3 pour les malades suspects d'être extrêmement contagieux.**
- **Désigner trois centres de référence, pour l'isolement et la caractérisation des pathogènes extrêmement infectieux, Paris, Lyon et Marseille.**
- **Prévoir la construction à Paris,**

Lyon et Marseille, pour commencer, de services complets de Maladies Infectieuses entièrement en P3, comportant quelques lits de soins intensifs, un mini bloc opératoire, des capacités radiologiques et permettant d'isoler entièrement le service sur le plan des risques infectieux.

- **Equiper les aéroports internationaux d'infirmeries permettant l'isolement de patients suspects (en dépression).**
- **Préparer un circuit d'isolement**

allant des aéroports et des gares jusqu'à un des 3 centres identifiés (Paris, Lyon, Marseille) dans des conditions permettant d'éviter la diffusion des microorganismes, ceci à l'aide d'ambulances spécialisées.

- **Mettre en place les circuits d'envois de prélèvements suspects.**
- **Réaliser des exercices et des simulations.**
- **Développer l'usage des masques pour les soignants et les patients atteints de pneumopathie grave.**

Le Covid-19, agent secret d'Allah ou de Jehovah

Par **Martine Gozlan***

L'écrivain Emile Habibi, Palestinien de Haïfa resté en Israël après 1948, avait inventé un joli mot pour qualifier l'état d'esprit des individus qui vivent l'ambiguïté au quotidien : peptimiste. Un cocktail d'espérance et de lassitude, quelque part entre l'optimisme et le pessimisme. C'est exactement le terme qui convient aujourd'hui face aux conséquences de l'épidémie sur les religions. Nous autres peptimistes retiendrons donc que les plus grandes fêtes chrétiennes, juives et musulmanes - Pâques, Pessah, le Ramadan - se sont déroulées la plupart du temps en observant les consignes de confinement données par les autorités des trois religions. A la Mecque, l'image de la Kaaba solitaire frappera les esprits pour longtemps. Elle fait espérer l'écrivain Kamel Daoud : « *L'islamisme a trouvé une souche plus féroce que lui !* » relève-t-il dans les colonnes du *Point*. L'interdiction des rassemblements, en privatisant pour la première fois la pratique musulmane, serait un premier pas vers la laïcisation. L'individu, confiné dans ses quelques arpents de foi sincère ou d'indifférence décontractée, pourrait enfin se débarrasser de la tutelle du collectif.

Mais le fanatisme fait de la résistance. En banlieue parisienne, aux Mureaux, au Blanc Mesnil, signale l'universitaire Bernard Rougier qui a dirigé l'excellent ouvrage « *Les territoires conquis de l'islamisme* » (*Presses universitaires de*



Kobra, Sao Paolo, Brésil

France), les imams expliquent qu'Allah répond aux turpitudes et à la fornication en envoyant « *des calamités inconnues* ». Le Covid-19, messenger divin ? C'est la version islamiste, celle que reprend avec allégresse l'aimable Hani Ramadan, frère de Tariq, et ardent partisan, on s'en souvient, de la lapidation. Sur les posts ramadanesques fleurit le hashtag coronasoldatdallah qui célèbre la contamination des soldats du porte-avion Charles de Gaulle. On retrouve cette heureuse expression sur les lèvres d'un imam de Gaza. L'islamisme a flairé la bonne occasion : pas question de laisser passer le virus sans l'enrôler dans les armées des vrais croyants. L'atmosphère est diablement propice, notamment dans cette France mécréante qui a jusqu'ici pris le voile avec des pincettes et se lance désormais dans une chasse tous azimuts au masque sanitaire. « *Tout le monde veut se couvrir, la sunna est le chemin de la vérité !* » se rengorgent les dévots sur les réseaux sociaux.

On peut aussi prendre l'affaire à l'envers : c'est l'extase des foules qui a dopé le virus. Comme au Pakistan. Plus de cent mille fidèles du Tabligh, ce mouvement qualifié fallacieusement de piétiste alors

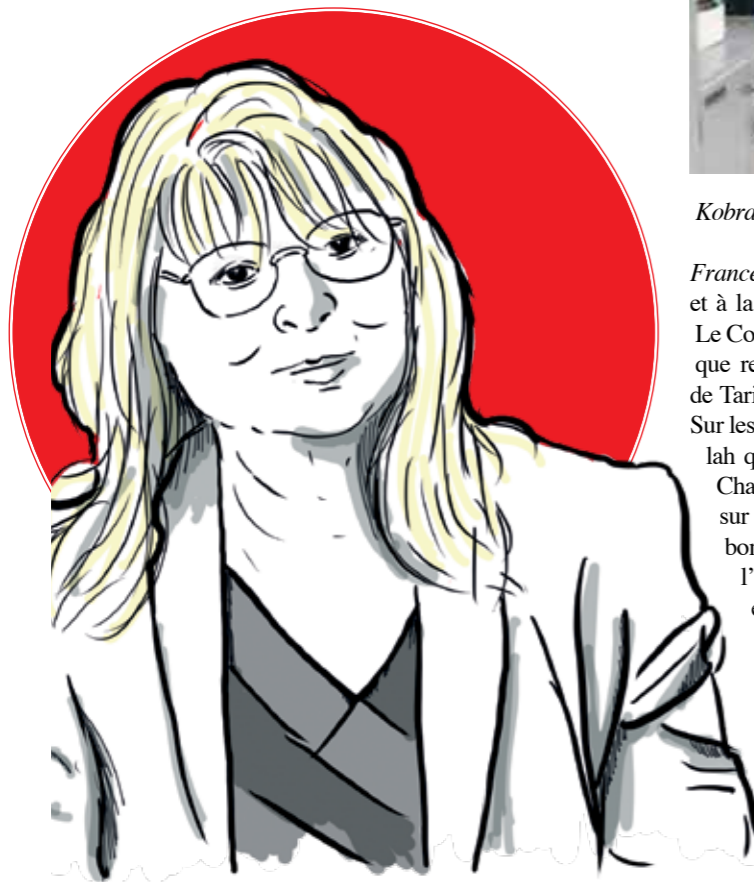
qu'il sert souvent de sas vers le djihad, se sont rassemblés du 10 au 12 mars près de Lahore. Le monde entier commençait à se confiner mais les Tablighis venus de 70 pays ont fait assaut de genuflexions collées-serrées pendant deux jours sans interruption. Puis ils se sont dispersés. Et le Covid avec eux, dûment vivifié par ce fantastique bain de foule. C'est ainsi que le Pakistan a été contaminé. Et le virus a cheminé partout, jusqu'à Gaza, ce qui doit expliquer la reconnaissance de l'imam palestinien. Devant l'expansion de l'épidémie dans un pays où la situation sanitaire est désastreuse même en temps habituel, croyez-vous que les mosquées aient été fermées ? Le gouvernement d'Islamabad en a été bien entendu incapable en raison des puissants lobbies ultra-religieux. Les médecins, désespérés, ont donc manifesté leur colère. Sans résultat.

A l'autre bout du monde islamique, au Maroc, c'est l'inverse qui s'est produit. Le Conseil supérieur des Ulémas, dans une communication - une fatwa selon les termes exacts - indique : « *La protection des vies prime sur l'accomplissement de la religion* ». Il prône un confinement intégral de la religion. Le royaume avait grand besoin de ces recommandations car, voici un mois, des centaines de bigots s'étaient pressés dans les rues

de Tanger et de Fès en suppliant Allah de les délivrer du mal.

En Israël, les juifs des quartiers ultra-orthodoxes de Jérusalem, à Mea Shearim, et à Bnei Brak, la banlieue pudibonde de Tel-Aviv, leur ressemblaient, sinon comme des frères, du moins comme des cousins. C'est dans ces territoires quasi autonomes, gouvernés par des rabbins archaïques, que le Covid s'est répandu à la vitesse de l'éclair. Le refus de fermer les synagogues et la promiscuité ont presque déclenché une guerre civile. Il a fallu l'intervention musclée de la police et le bouclage intégral des zones ultra-orthodoxes pour tenter d'endiguer la catastrophe. Du boulot pour le ministre de la santé. Enfin, pas vraiment : car Yaakov Litzman, le ministre en question, est un hassid de la secte de Guer, l'une des plus intransigeantes de la planète obscurantiste. Il a non seulement protégé ses compagnons d'oraison mais s'est rendu aux prières collectives, se contaminant et infectant une bonne partie du gouvernement israélien. Aux dernières nouvelles l'homme est en bonne santé mais aurait enfin quitté son poste. Encore un coup du corona, cet agent secret de Jehovah ou d'Allah. ●

* Journaliste et essayiste, rédactrice en chef à l'hebdomadaire *Marianne*, spécialiste de l'islamisme et du Moyen-Orient.



Guerres, famines, désordre mondial

Le coronavirus changera-t-il la face du monde ?

Par **Christian Malard***

La pandémie qui s'est abattue sur la planète doit nous faire réaliser que rien ne sera plus comme avant. Il y a eu l'avant coronavirus. Il y aura l'après coronavirus géopolitique et géostratégique. Aujourd'hui, plusieurs facteurs ont de quoi inquiéter les chancelleries occidentales : Le retrait Américain des affaires du monde et du Moyen Orient, en particulier, laissant le champ libre à la Russie et à l'Iran ; L'offensive tous azimuts de la Chine et les divisions de l'Europe.

Le ministre Français des Affaires Étrangères, Jean-Yves Le Drian, a raison de dire que « la pandémie ne fait qu'exacerber les fractures mondiales et leur amplification qui minent l'ordre international. » Et comme aime à le répéter Sergueï Lavrov, le ministre Russe des Affaires Étrangères : « l'ordre mondial issu de 1945 est caduc. »

Sans doute y a-t-il une accélération des tendances plutôt que de véritables ruptures. L'absence d'une réelle gouvernance mondiale fait de la pandémie la continuation, par d'autres moyens, de la lutte entre les grandes puissances. Je partage la thèse selon laquelle l'exacerbation de la rivalité sino-américaine est la plus préoccupante. J'y reviendrai !

Emmanuel Macron et Donald Trump ont raison de déclarer que la Chine a menti et dissimulé la gravité de la pandémie. La désinformation est devenue reine aussi en Iran où le régime des Ayatollahs, comme celui de Xi Jin Ping, ne nous a annoncé officiellement le coronavirus que 4 semaines après le début de sa propagation, à partir de la ville de Qom, à 120 kms au sud de Téhéran où avaient séjourné 700 étudiants Chinois en théologie, faisant de Qom l'épicentre de la pandémie au Moyen Orient.

Une pandémie qui a bon dos car l'Ayatollah Ali Khamenei, le

Guide Suprême de la Révolution iranienne et les Gardiens de la Révolution s'en servent pour demander de l'aide médicale et financière au nom de la lutte anti-coronavirus. Alors que l'on sait, pertinemment, que cette aide médicale et financière est détournée au profit du Régime, de ses alliés du Hezbollah et des milices Chiites Irakiennes pro-Iraniennes du Hashd Al-Chaabi. Le Qatar, son allié, lui a transféré 4 milliards de Dollars, le Japon et l'Union Européenne, toujours aussi naïve, ont débloqué 20 millions d'Euros chacun et le régime réclame 5 Milliards de Dollars au Fond Monétaire International. Le régime dit ne pas avoir d'argent et pourtant Ali Khamenei, selon nos sources, dispose d'une fortune personnelle de 200 milliards de dollars (140 milliards placés sur des comptes à Dubaï, au Qatar, en Turquie et 60 milliards en cash.)

S'il n'a pas d'argent, alors comment expliquer que lors de son déplacement en Syrie, durant la semaine du 19 au 25 avril, Mohammad Djavad Zarif ait donné 100 millions de dollars au Hezbollah et 65 millions à Bachar el-Assad.

Quant au nombre des victimes de la pandémie, le régime iranien nous ment. Il annonce 5.700 morts alors que nos sources hospitalières nous donnent un chiffre dépassant les 30.000 morts. Et pendant ce temps, il accélère son programme nucléaire.

À mettre dans la même catégorie des désinformateurs, le Président Russe, Vladimir Poutine, qui nous a longtemps dit qu'il maîtrisait la lutte contre le coronavirus et puis, très vite, on s'est aperçu que Moscou, la capitale et ses 13 millions d'habitants, étaient aux 2/3 contaminés, que la propagation du virus avait gagné toutes les régions où l'on crée des hôpitaux de fortune. Vladimir Poutine a même dû faire aéroporter un hôpital dans l'Arctique, à la frontière avec la Norvège, où des soldats Russes étaient touchés par le Coronavirus.

Cette pandémie nous démontre que le monde et ses dirigeants, quels qu'ils soient, sont tous fragiles et vulnérables, comme le commun des mortels. Cela ne les empêche pas, comme Xi Jinping et Vladimir Poutine de jouer sur les fragmentations de l'Union Européenne, d'où l'appel des autorités Françaises à l'Europe « à se trouver un destin de leadership avec une souveraineté plus affirmée plutôt que de s'interroger sur elle-même. »

La pandémie frustre beaucoup Vladimir Poutine et ses ambitions. Il a dû, la mort dans l'âme, repousser, à une date non déterminée, la tenue du vote constitutionnel devant le maintenir du pouvoir jusqu'en 2036.

Revenons, à présent, à la rivalité Sino-Américaine qui est attisée par la crise du Coronavirus. Elle conduit à une rapide dégradation des relations entre les deux pays, la pire depuis qu'ils ont établi des relations diplomatiques, en 1979. La pandémie a fait exploser un début de normalisation qui s'était esquissé avec la signature, au début de l'année, d'un nouveau traité économique.

Cela dit, Donald Trump a-t-il eu raison de qualifier la



Eme Freethinker, Berlin, Allemagne

pandémie de « virus chinois » ? Même si le président américain a, bien sûr, des raisons objectives et légitimes de reprocher à Xi Jinping d'avoir caché la gravité de l'épidémie. Il faut ajouter à cela que Donald Trump voit, à juste titre, la montée en puissance de la Chine au niveau économique et militaire, avec la volonté cachée de supplanter les États-Unis.

Comme le disent certains experts : « Il ne fait aucun doute que l'on entre dans une période dangereuse. Les tensions suscitées par la pandémie risquent de déboucher sur une profonde transformation des relations internationales telles qu'elles se produisent d'habitude après un conflit majeur. »

Aujourd'hui, les Européens considèrent, à juste titre, la Chine comme un rival stratégique. Raison pour laquelle, il était temps que, lentement mais sûrement, l'Union Européenne et ses 27 membres, souvent divisés, se réveillent face à la Chine. Emmanuel Macron, qui a fait de la relance de l'Europe le fer de lance de sa politique étrangère, plaçant en faveur d'une Europe politique économique et militaire, sort de sa naïveté et critique les tentatives de divisions de la Chine vis-à-vis de pays de l'Union fragilisés économiquement, comme la Grèce et l'Italie.

Je voudrais terminer ce tour d'horizon par le Moyen Orient et l'Afrique où la pandémie devient un cauchemar, surtout pour les camps de réfugiés. En Syrie, il y a 4 millions de réfugiés entassés dans des camps à la frontière turco-syrienne, qui dépassent Gaza en termes de surpopulation. Depuis 2011, début de la guerre civile, 11 millions de Syriens ont été déplacés en Syrie même ou vers l'Irak, la Jordanie, la Turquie, l'Égypte et le Liban. Selon les experts des organisations humanitaires internationales, les consé-

quences seraient dévastatrices.

En Irak, qui vit entre crise politique permanente et crise sanitaire, il y a 1,5 millions de nouveaux déplacés, suite à une recrudescence des combats avec l'État Islamique qui renaît de ses cendres.

Au Yémen, il y a 3,4 millions de réfugiés déplacés vivant dans des camps improvisés ou dans les quartiers surpeuplés de Sanaa et de Aden. Et 10 Millions de personnes y souffrent de la famine.

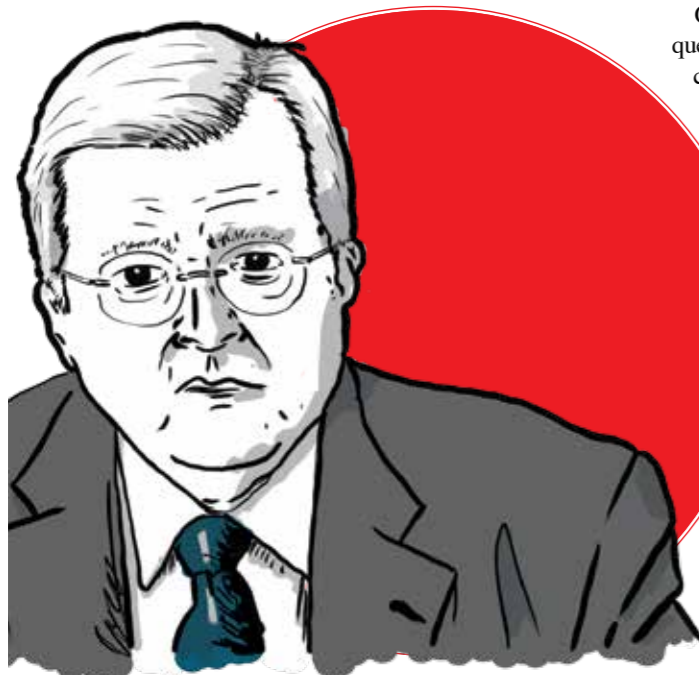
En Afrique, on ne peut exclure l'hypothèse d'un scénario catastrophe. Elle peut se retrouver, en même temps, face à trois crises : sanitaire, économique et alimentaire. Les pays les plus touchés du Continent sont l'Afrique du Sud, le Nigéria et l'Angola. L'Afrique subsaharienne est en récession. C'est une première depuis 25 ans et le risque de crise alimentaire atteint des niveaux jamais vus depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale. La récession économique conduira à des conditions de vie encore plus dures, à l'appauvrissement des personnes, à la malnutrition et finalement à une mort qui ne fait guère de distinctions entre jeunes et vieux. Un tiers du Continent est déjà sous le seuil de pauvreté. 500 millions d'individus, en plus, vont basculer dans la pauvreté, s'il n'y a pas un plan de soutien, voire un plan Marshall, de toute urgence.

Cette pandémie démontre que les dirigeants du monde sont aussi vulnérables que le commun des mortels.

C'est au Sahel que la situation est la plus critique, dans des pays comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Le chiffre des victimes se compte par centaines, chaque semaine. Le coronavirus frappe même des membres de « L'opération Barkhane » qui regroupe 5.100 militaires français, parmi lesquels plusieurs cas ont été détectés.

Les combattants de Daech ont terrorisé un million de réfugiés déplacés. Il ne faudrait pas que les troupes Françaises se retirent, comme elles l'ont fait en Irak, à cause de la propagation du coronavirus. Ça serait sceller la renaissance et la propagation d'un autre fléau, celui de Daech. Le Monde n'a pas besoin de cela ! ●

* Expert en politique internationale et consultant diplomatique.



Le fake news au temps du coronavirus

Par **Roland Jacquard***

Le 16 avril, trois sénateurs français, Christian Cambon, Olivier Cadic et Rachel Mazuire, tous membres de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, ont publié une étude intitulée « Désinformation, cyber attaques et cyber malveillance, l'autre guerre COVID-19 », qui recommande au gouvernement de mettre en place une force de cyber réaction pour lutter contre les fake news et répondre à la stratégie adoptée par certaines puissances étrangères pour influencer les lecteurs en ligne.

L'étude a constaté que des pays comme la Chine tentaient agressivement de pousser un récit, par le biais d'informations inexacts ou tronquées, qui attaquait et était extrêmement préjudiciable aux principes démocratiques de la France et de ses institutions, ainsi que d'autres nations démocratiques. L'étude a relevé avec inquiétude qu'une guerre de la communication avait été initiée par ces pays, en vue de réécrire l'Histoire et dénigrer les démocraties pour préparer la reconfiguration du paysage géopolitique de l'après-crise.

Avant la publication de l'étude, la France a été témoin de semaines de désinformation diffusée par le site web et les réseaux sociaux de l'ambassade de Chine à Paris, incitant finalement le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères à convoquer l'ambassadeur chinois pour exprimer sa désapprobation.



Depuis que l'épidémie de coronavirus s'est répandue dans le monde, nous assistons à une nette augmentation du nombre de publications sur les médias sociaux ou électroniques de récits fabriqués de toutes pièces ou de fake news par des entités étatiques ou non-étatiques. La désinformation va de l'attaque directe et de la tentative d'atteinte à la réputation des nations à la diffusion de fausses informations liées au Covid-19 dans le but de semer la peur et de créer la panique. Comme l'ont justement mis en garde les sénateurs français, quelques pays se sont appropriés cette situation d'incertitude en diffusant constamment de fausses informations contre leur opposant, souvent au moyen de faux comptes sur les médias sociaux, de supports médiatiques douteux ou directement par l'intermédiaire de l'appareil d'État.

À cet égard, un rapport du site d'information *Politico*, fait référence à une étude du département d'État américain qui a remarqué des messages anti-américains similaires de la part de la Russie, de l'Iran et de la Chine, qui accusent les États-Unis de développer le coronavirus et de tenter de l'utiliser comme une arme, et qui nient complètement les origines du virus en provenance de Chine. Des blogs hébergés par les sites web du gouvernement et les médias publics de ces trois pays ont accusé les troupes américaines de propager le virus, ont tenu les sanctions américaines responsables de la mort d'Iraniens. tout en mettant en avant la capacité de la Chine à répondre avec succès à la pandémie, ce qui n'était pas le cas de l'Amérique. Un site web géré par le ministère russe de la Défense, par exemple, met en avant la théorie de la conspiration selon laquelle le milliardaire Bill Gates aurait joué un rôle dans la création du virus. De même, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lijian Zhao, a tweeté un article affirmant que le coronavirus pourrait provenir des États-Unis.

Un autre article de *Russia Today* a mis en lumière une affirmation du chef du Corps des Gardiens de la Révolution islamique en Iran, selon laquelle le virus pourrait être une arme biologique américaine. Le Pakistan est un autre pays où l'on a observé la diffusion des fake news. L'armée pakistanaise, tout comme ses homologues chinois, est connue pour exploiter des centaines de faux comptes sur les réseaux sociaux afin de pousser son propre récit et de recourir à la propagande contre des pays comme les États-Unis, Israël et l'Inde.

L'un de ces récits a consisté à projeter ces États comme encourageant l'islamophobie. Récemment, des informations sur une congrégation religieuse islamique du *Tablighi Jamaat*, forte de 9.000 membres, qui s'est tenue (début mars 2020) à Delhi, la capitale indienne, et qui a causé plus de 1.000 cas confirmés de COVID-19 et au moins 10 décès, ont été utilisées pour attiser les tensions entre hindous et musulmans en Inde.

Bien que cette congrégation religieuse, composée



Andeas Welin, Copenhague, Danemark

de membres des Tabligh d'Inde et d'ailleurs, y compris d'Europe, ait conduit à une augmentation spectaculaire du nombre de cas de Covid dans le pays, la fausse histoire créée était que l'Inde tenait les musulmans pour responsables de la propagation du virus. Les ennuis ne se sont pas arrêtés là : cette propagande s'est également répandue au Moyen-Orient, une région qui accueille une importante diaspora indienne. Selon nos investigations, un compte Twitter pakistanais @pak_fauj a changé de nom pour se faire passer pour le compte de Mona bin Fahad al Said @SayyidaMona, membre de la famille royale omanaise, et a diffusé un tweet

La Chine a supprimé plus de 6.000 articles et 18.500 comptes accusés d'avoir un « impact social négatif »

négatif prétendant que « Oman est cotés de ses frères et sœurs musulmans en Inde. Si le gouvernement indien ne met pas fin à la persécution des musulmans, alors un million de travailleurs vivant à Oman pourraient être expulsés. Je ne manquerai pas d'aborder cette question avec le sultan d'Oman ». Ce tweet a ensuite été retweeté par de nombreuses personnes, dont des membres des médias pakistanais. Il est intéressant de noter que, même si la princesse omanaise a ensuite publié une déclaration précisant que ce « post offensif » avait été publié par le biais d'un faux compte se faisant passer pour le sien, le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Shah Mehmood Qureshi, a affirmé lors d'un point de presse, qu'Oman avait demandé aux travailleurs indiens de partir, en raison des mauvais traitements infligés aux musulmans dans leurs pays.

Alors que des pays comme la Chine, l'Iran et le Pakistan détournent le cyber espace pour alimenter leur propre propagande, ils ont fait en sorte que leurs propres citoyens soient tenus à l'écart de toute « influence extérieure ». Il n'est donc pas surprenant que la Chine elle-même ait lancé une campagne de répression sur ses sites web afin d'endiguer ce qu'elle appelle les « fake

news » dans le contexte de la pandémie du coronavirus. Selon l'administration du cyber espace de Chine (CAC), l'organisme de surveillance d'Internet en Chine, les autorités chinoises ont supprimé plus de 6.000 articles et fermé plus de 18.500 comptes depuis mars 2020, car ces comptes encourageaient la diffusion de fausses informations sur l'épidémie et avaient un « impact social négatif » ! ●

* Écrivain et consultant, président du Roland Jacquard Global Security Consulting (RJGSC).

Chroniques covidiennes

L'épopée des sans-grades, l'infamie des lâches profiteurs et autres vermines délatrices

Par Jean-Marie Montali*

Quand ça sera fini, si ça finit un jour, il y aura de beaux moments d'émotion solennelle et télévisée. Les ministres, dans leur bleu costume, se féliciteront d'avoir gagné la guerre. Ils auront le ton qui convient, ni trop attendri, ni trop martial. On connaît la chanson. Ils auront des ruses de langage, des transpositions subtiles, des inflexions mesurées qui feront de cette aventure une victoire collective. Ça donnera des érections aux pilleurs de PQ et de coquillettes d'appartenir au peuple héroïque.

« C'est la guerre », a dit le Président et bien sûr, on l'aura gagnée. On oubliera qu'il y a eut des profiteurs, des lâches, des pilleurs de pâtes et de riz, on oubliera le remuement des vermines, pourries de la tête et du cœur, celles qui ont composé le 17, en se repoissant la mèche à la salive, pour dénoncer les voisins ou un Chinois. Ou pire encore, ces petits propriétaires claquemurés chez eux, dans les conserves, à pisser dans leur froc en attendant que la locataire déménage parce qu'elle est infirmière. Ou qu'elle crève. Une infirmière dans leur 2-3 pièces, par temps de virus,

ça leur a donné des idées noires, un grouillement de sales petites idées, comme des punaises. On oubliera qu'il y a des gens qui sont comme des éviers qu'on vide : il ne faudrait pas voir au fond. « Monsieur le brigadier, ma voisine est infirmière, et quand c'est qu'elle reviendra, si elle meurt pas en route, elle va nous refiler le connardo-virus, faudrait pas qu'elle déménage, question santé publique ? Mon général, mon voisin fait les courses sans ausweis, et dans la rue y'a un Chinois, ou quelque chose comme ça, qui mange du pâté de pangolin. Si, si, si, il le fait venir de Shanghai ! Monsieur l'agent, je veux pas calomnier ni rien, on est pas là pour ça, mais quand même ! Un Chinois ! ». 300 % d'appels de dénonciations anonymes à la police en plus, dès le début du confinement...

Mais quand ça sera fini, les ministres parleront d'une voix épaisse et distinguée, onctueuse et gélatineuse. Ils diront : « notre » système hospitalier, « nos » soignants, « nos » médecins et « nos » chères infirmières. Un peu comme on dit nos monuments, nos grands hommes, nos anciens combattants, nos sportifs, nos footballeurs, notre armée. Nos Poilus, nos chers poilus. On fera l'éloge de l'hôpital et du peuple. On oubliera le courage des uns, la lâcheté des autres. On mélangera tout, pour faire de notre confinement à bouffer des cacahouètes sur la canapé, en caleçon devant Netflix, une épopée en chromos comme les autres guerres, les vraies.

Le souvenir aura le goût du dévouement, de l'élévation collégiale et unanime. Nous sortirons grandis de cette guerre : 66 millions de Français, 66 millions de Résistants, soudés face à la maladie, unis, compacts et solides derrière ceux qui ont lutté en première ligne.

Et les infirmières, qu'en penseront-elles ? « Nos » infirmières ? « Notre » personnel soignant ? Tous ces « nos », tous ces compléments de noms, ces adjectifs et pronoms personnels, ça les dépersonnalisera. Elles seront individuellement dépouillées de leurs jours de garde, de leurs nuits de veille au milieu des malades, de leur fatigue, de leur peur, de ces heures à tenir la main d'un mourant pour ne pas qu'il meure seul. Maman, soeur, épouse. Humaine, tellement humaine. Peut-on imaginer ça ? Est-ce que les ministres, avec leur costume de maître d'hôtel, savent ce qu'elles ont réellement vécu ? Ce qu'elles ont vraiment ressenti lorsque les masques n'arrivaient pas ? Lorsqu'elles se taillaient des blouses de protection dans de sacs poubelles ? Lorsque elles lisaient les communiqués de telle ou telle Préfecture appelant à la charité publique pour les équiper : en 1914, on collectait de l'or pour fondre des munitions. En 2020, on collectait des draps en coton pour confectionner des blouses à nos infirmières ! En France !



NoGenTa, Rio de Janeiro, Brésil

Quand ça sera fini, si ça finit un jour, on aura oublié que cette guerre a été d'abord un Verdun sanitaire où le simple soldat a davantage compté que le général. Les sans-grades étaient recroquevillés sur leur position : à l'hôpital, derrière le volant d'un poids lourd, derrière une caisse de supermarché, une benne à ordures, dans une voiture de police, un casque de pompier sur la tête, un balai à la main, chez lui à confectionner des masques, que sais-je encore, toute cette armée d'anonymes, d'invisibles héroïques, optimistes en désespoir de cause, très loin des généraux et des stratèges gonflés de suffisance qui, dans les hautes sphères, échafaudaient des plans de bataille. Et cette même obstination merveilleusement farouche qu'au Fort de Vaux : le virus ne passera pas ! Quelle leçon ! Ces laborieux nous ont montré que la société est faite de petits. Mieux encore : ils nous ont réappris ce beau mot, solidarité. Parce que la menace était collective, voilà qu'il s'est formé grâce à eux ce qu'on croyait impossible depuis longtemps : une conscience collective. Une conscience d'abeilles dans la ruche, unies pour se défendre et bâtir. Je trouve ça beau que cette reconstruction d'une conscience

Ces laborieux nous ont montré que la société est faite de petits. Ils nous ont réappris ce beau mot : solidarité.

collective vienne d'en bas, pas d'en haut. Ça fera de bonnes fondations pour l'Après.

C'est pour ça que, quand ça sera fini, si ça finit un jour, qu'on retrouvera sa place d'homme dans la rue, d'homme au travail (c'est quelque chose d'être un homme vivant qui marche, quand même !), il ne faudra pas oublier nos infirmières, nos médecins, nos balayeurs, nos éboueurs, nos livreurs, nos camionneurs, tous ceux qui ont eu, d'une façon ou d'une autre, le courage de s'engager vraiment et d'être généreux, disponibles. J'espère qu'on n'oubliera pas tous ces « humbles » qui sont restés à la tâche sans faillir, et souvent sans protection, parce que ceux-là, ils ont fait bien plus que leur

boulot. Ils ont assuré le maintien en bonne santé de la nation lorsqu'elle vacillait sur ses bases. C'est grâce à eux qu'un jour nous serons en mesure d'entamer notre convalescence. Que j'aime cette idée !

Si on l'oublie, c'est qu'on aura rien compris à cette crise. ●

* Journaliste et essayiste, ancien directeur exécutif du Figaro Magazine.

Moyen-Orient Coronavirus, le Tchernobyl iranien ?

Par Fabienne Durand*

Depuis la mi-février, alors que le régime iranien a tardé à reconnaître l'expansion globale de l'épidémie de coronavirus - et dénonçait « *un complot de l'ennemi* », dans le double contexte de la célébration de l'anniversaire de la Révolution islamique, le 11 février, et des élections législatives du 21 février - l'Iran, qui reste un des principaux foyers mondiaux de l'épidémie de Covid-19, inquiète ses pays voisins. Ceux-ci n'ont pas tardé à fermer leurs frontières dès le 19 février, avec l'annonce des premières personnes infectées au Moyen-Orient.

Les autorités iraniennes sont aujourd'hui totalement discréditées, surtout après l'annonce du président Hassan Rohani, promettant un retour à la normale le 29 février dernier, dans un contexte de panique générale de la population frappée de plein fouet par la propagation du Covid-19.

Doit-on voir, à travers ce déni ou cette dissimulation de la réalité, les signes d'un « Tchernobyl de la République islamique » ?

Il a fallu attendre que les dignitaires du régime soient touchés et que deux en meurent pour que la réalité soit en-

fin reconnue : l'Iran, avec 80 millions d'habitants, était, au 19 mars 2020, le second pays après la Chine à enregistrer la plus grande létalité (3,5%) compte tenu du nombre d'habitants, soit 1 135 morts pour 17 361 personnes infectées, selon *Johns Hopkins* (CSCE). Et la ville sainte de Qom était alors l'épicentre de la maladie à l'échelle nationale.

Mais, les chiffres fournis par les autorités iraniennes sont-ils fiables ? Cette question s'est récemment posée pour d'autres pays, plus démocratiques, comme l'Espagne, alors que dire de la fiabilité des informations fournies par les autorités iraniennes, après tout ce qui vient de se passer ?

L'Etat iranien a perdu tout crédit tant à l'intérieur du pays, auprès de sa population et de certains acteurs étatiques, qu'à l'extérieur du pays, ce qui aggrave les tensions au sein du pays et avec les autres États à l'échelle régionale, mais aussi globale. Car, le nombre de décès y augmentait et doublait à peu près tous les 2 jours. Et, dès les tout premiers jours, les deux cas en provenance d'Iran recensés au Liban et aux Emirats arabes unis et la propagation de l'épidémie dans les pays de la région ont fait réagir rapidement les autres États de la région à commencer par les pays du Golfe, qui se sont vite coupés de leur voisin persan.

C'est ainsi que dans le Golfe, le bilan reste peu élevé. On y dénombrait 1156 cas, le 18 mars dernier. Ces pays, ont pris des mesures radicales, comme celle d'interdire le pèlerinage à la Mecque, dès le 27 février par l'Arabie saoudite, tout en se barricadant derrière leurs frontières par mesures prophylactiques. L'Iran, lui, a fini par annoncer la fermeture de quatre lieux saints chiites et l'annulation des célébrations de la fête du feu persane. En Irak et en Syrie, où l'épidémie est probablement sous-estimée, la population s'inquiète aussi, à juste titre. Le chaos politiques de certains États de la région est clairement perceptible à travers la gestion de cette crise sanitaire de grande ampleur. En effet, certains États inquiètent, quant à la gestion de cette crise inédite, d'autres sont plus rassurants comme Israël ou les pays du Golfe.

Par ailleurs, en Iran, le faible taux de participation aux élections : 42,5 %, soit le plus faible depuis l'avènement de la République islamique, a favorisé les conservateurs, qui vont contrôler plus de 220 sièges sur les 290 du parlement. Les réformistes sont sortis laminés de ces élections, ce qui est de mauvaise augure. Le guide suprême Ali Khamenei a fait porter la responsabilité de la faible mobilisation de la population à la presse étrangère, accusée d'être à l'origine d'une propagande visant à décourager les Iraniens d'aller voter, un devoir civique mais aussi religieux selon lui.

Cette victoire des conservateurs ne facilitera pas la tâche du gouvernement du président Hassan Rohani, qui fonde toute sa politique, depuis 6 ans, sur un rapprochement avec l'Occident



Natersim (N'ayez pas peur, en persan), Xamoosh, Téhéran, Iran

et sur davantage de transparence politique. Mais que dire d'un régime qui coupe l'accès de sa population - inquiète face à l'ampleur de la pandémie et compte tenu de la désinformation - à certains sites Web aussi inoffensifs que Wikipédia ! La population ne fait plus confiance aux Autorités de son pays. Et, dans ce contexte de crise sanitaire grave, c'est un inextricable cercle vicieux.

Reste qu'au moment où la Chine commençait à maîtriser l'épidémie, que celle-ci explosait dans le reste du monde. Le Covid-19 sévissait de la manière la plus dramatique en Iran

Le confinement à domicile ne doit pas aller de pair avec un confinement mental et idéologique, comme c'est le cas en Iran.

du fait du déni et de la mauvaise gestion de la crise sanitaires par les autorités, qui n'ont pris de vraies mesures que début mars, avec une gestion des malades insuffisante et chaotiques par les services médicaux, eux même surexposés en raison de l'absence de protection face au virus (masques et produits désinfectant). Les sanctions étrangères qui pèsent sur l'Iran, même si le pays est autorisé à importer des produits pharmaceutiques, ont eu de lourdes répercussions sur le plan économique. Ce qui n'a rien arrangé à la situation sanitaire actuelle.

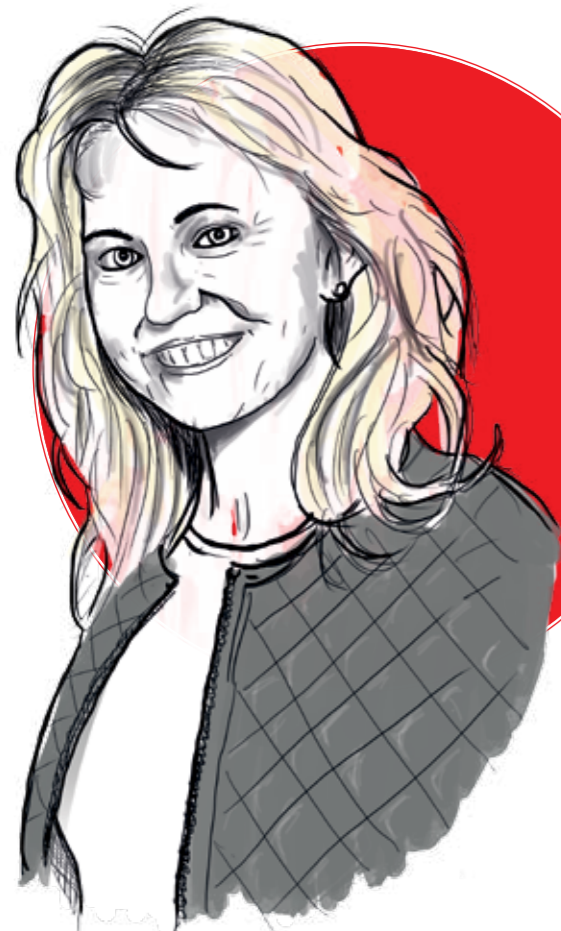
Enfin, les risques de tensions internationales croissantes - à l'échelle globale entre la Chine et les Etats-Unis et au niveau régional entre les pays du Moyen-Orient - sont bien réelles, à un moment où toutes les énergies devraient être concentrées sur l'arrêt de la pandémie et la limitation de son impact économique et financier.

Le confinement à domicile ne doit pas aller de pair avec un confinement mental et idéologique, comme c'est le cas en Iran. Au contraire, c'est l'effet combiné de la discipline individuelle,

de l'ouverture et de la coopération mondiale - et régionale au Moyen-Orient - qui nous sortira de cette crise sans précédent.

Par contre, si cette crise nous fait faire un pas de plus vers la fragmentation, cela pourrait être l'effet le plus dévastateur et le plus fort à long terme de cette pandémie. Si tel est le cas, les chances que nous puissions faire face à la prochaine pandémie et à d'autres effets du changement climatique seront bien diminués. ●

* *Politologue et consultante, spécialiste des questions environnementales.*



Coronavirus Misère de la philosophie

Par **Hamid Zanaz***

Que pourraient nous dire les philosophes alors que nous vivons une crise pandémique qui nous oblige à rester confinés chez nous et à éviter nos semblables?
De toute évidence, nous devons tendre l'oreille à la parole scientifique, médicale et technique. Les savants sont les seuls à pouvoir nous apporter des réponses pratiques sur la manière de répondre aux attaques de ce dangereux virus.

En ce qui concerne les philosophes, nous trouvons chez eux beaucoup de questions et peu de réponses. Des débats, des polémiques, qui peuvent fournir non seulement des informations utiles sur cette situation désastreuse, mais qui révèlent également ce qui se passe dans la « tête » de certains penseurs contemporains. Voir se manifester certaines de leurs tendances dissimulées, pour ne pas dire refoulées depuis longtemps. Cette pandémie mondiale représente, pour beaucoup d'entre eux, une opportunité cynique d'essayer de prouver la validité de leurs thèses et prédictions. Une aubaine idéologique.

Fidèle à ses habitudes, le penseur et linguiste américain Noam Chomsky y trouve, par exemple, une énième occasion pour pousser son coup de gueule récurrent contre le capitalisme. Ce capitalisme néolibéral qui n'a pas pris les mesures proactives nécessaires, en dépit du fait que la pandémie était attendue (en particulier depuis l'épidémie de SARS en 2003). Ce système ca-

pitaliste sauvage ne se soucie guère d'empêcher une future catastrophe car cela n'est pas économiquement rentable, selon le vieux penseur Américain viscéralement anti-libéral. Il n'hésite pas à dire que la logique capitaliste traite les catastrophes selon sa vision commerciale du monde. Mais sans évoquer la moindre responsabilité de la Chine sous les bottes du parti communisto-libéral !

Slavoj Žižek emprunte le même chemin facile, il ne voit dans le Covid-19 que l'incarnation claire et la preuve irréfutable de l'échec de la « mondialisation marchande » et de l'absurdité du populisme montant en Occident. Comme si tout était prêt dans l'esprit du philosophe slovène. N'a-t-il pas publié un livre sur la pandémie au début de la crise sanitaire mondiale sous le titre « Pandémie, Covid-19 secoue le monde » ?

Il nous sert encore une fois sa nouvelle vieille solution magique : la restructuration du régime communiste comme seule solution au problème du monde moderne. Le discours de Slavoj Žižek sur les leçons écologiques que nous devrions tirer de cette catastrophe pandémique est raisonnable, voire nécessaire. En revanche, ses propos sur notre vie moderne qui serait dépourvue de sens restent loin de la réalité, car rien n'indique que le capitalisme est seul responsable de la perte de ce sens global supposé de la vie. D'ailleurs, la vie a-t-elle jamais eu un sens partagé par tous les humains ? « *Je continue à croire, nous confie Albert Camus, que ce monde n'a pas de sens supérieur. Mais je sais que quelque chose en lui a du sens, et c'est l'homme, parce qu'il est le seul être à exiger d'en avoir.* » Loin du supposé sens que veut donner Žižek à notre vie, tout homme donne le sens qu'il veut à sa vie. Même si nous savions déjà depuis Schopenhauer que la vie est une « affaire qui ne couvre pas ses frais ».

Quant au philosophe Italien Giorgio Agamben, il a trouvé dans le Covid-19 et le confinement sévère imposé aux citoyens Italiens l'occasion de recycler sa théorie exposée dans *L'État d'Exception*, son livre paru en 2003. Selon lui, les gouvernements ont commencé à habituer les gens à vivre dans des conditions exceptionnelles au point où l'exception est devenue la règle, un état normal. Dans un article intitulé « Coronavirus et état d'exception », publié dans le journal italien *Il Manifesto*, il critiquait ouvertement les mesures sécuritaires prises par les gouvernements. Il écrivait alors, noir sur blanc, qu'il « *semblerait que, le terrorisme étant épuisé comme cause de mesures d'exception, l'invention d'une épidémie puisse offrir le prétexte idéal pour étendre (les mesures d'exception) au-delà de toutes les limites* » ! Supposée épidémie, le Covid-19 n'est rien d'autre qu'une sorte de grippe, selon le philosophe Italien.

Le 17 mars 2020, il reprend encore sa chanson habituelle : « *Les gens ont été tellement habitués à vivre dans des conditions de crise et d'urgence pérennes qu'ils ne semblent pas remarquer que leur vie a été réduite à une condition purement biologique* ». Tout est planifié par les autorités pour



TvBoy, Barcelone, Espagne

maintenir les populations dans la peur et dans l'insécurité, pour les dominer et les laisser patauger dans « l'état d'exception », sa théorie. Les anges blancs combattent le virus pour améliorer le réel, Giorgio Agamben travaille pour plier le réel aux exigences de sa théorie.

Contrairement à la majorité des héritiers de Platon, le philosophe Français André-Comte Sponville dédramatise ce que nous vivons. Il reprend à son compte, lui le grand philosophe, une phrase galvaudée, devenue presque un dictionnaire populaire : « La mort fait partie de la vie ». Comme si on ne le savait pas ! En tout cas, monsieur Sponville nous rassure, nous n'allons pas tous mourir du Covid-19. Et notre philosophe va jusqu'à poser une question cynique : pourquoi devrais-je pleurer les victimes du virus, dont l'âge moyen est de 81 ans ? Si 95% d'entre eux ont plus de 60 ans ? Le philosophe est davantage préoccupé par l'avenir de ses enfants que par la santé de ces vieillards mourants. Attention, nous avertit-il, ne faites pas de la santé la valeur suprême de votre existence !

Pierre Zaoui, chercheur et philosophe, en profite pour régler ses comptes avec les méchants transhumanistes. Il considère que la pandémie du Covid-19 est un coup porté à l'arrogance de ces extrémistes optimistes qui vénèrent la science telle une croyance suprême. Contrairement à ce qu'ils prétendent, le philosophe Zaoui explique que l'homme n'est pas aussi fort qu'il le pense, que sa vie est vulnérable, et que la technologie ou le progrès de la science ne peuvent pas le protéger de la douleur et de la mort. Et que « l'homme-dieu » tant espéré par eux n'est pas

pour demain. Heureusement que la faiblesse ou la fragilité d'une personne n'est pas seulement un manque ou une incomplétude, mais aussi une sensibilité, une poésie, une capacité de l'humanité à posséder une tendresse incomparable.

Ce que le philosophe Pierre Zaoui ignore, c'est le but des transhumanistes, qui n'est qu'une tentative de transcender la faiblesse humaine et son exposition constante aux virus et aux maladies. Qui pourrait aujourd'hui rejeter une possibilité de se protéger technologiquement contre le Covid-19 ou d'autres virus ou maladies, pour préserver la poésie, la sensibilité et la tendresse ?

Malheureusement, il n'est plus considéré comme philosophe par ses pairs depuis longtemps, sinon Bernard-Henri Lévy serait médaille d'or aux jeux olympiques de l'impatience philosophique. Il analyse déjà la pandémie et lui règle son sort ontologique dans « *Ce virus qui rend fou* », son nouveau livre. Il sait déjà ce que nous dit ce virus de notre société ! Son rapport au mal, au tragique, à la mort ! N'est-il pas prétentieux de répondre dès maintenant à des questions qui nécessitent beaucoup de recul telles que : A-t-on bien fait de mettre la

planète à l'arrêt ? A-t-on raison d'espérer que, de ce coma où on l'a plongé, notre monde sorte régénéré ? etc. Il est vrai que le virus de la modestie n'a jamais tué un pseudo-philosophe !

Il nous arrive parfois, et ce même lorsqu'on est philosophe, de rater des occasions de nous taire ! ●

*Ecrivain et essayiste, dernier ouvrage paru « *L'Europe face à l'invasion islamique* » (Editions de Paris, 2019).



Selon le frère de Tariq Ramadan La fornication est la cause du Coronavirus !

Par Ian Hamel*

Hani Ramadan, le frère aîné de Tariq Ramadan, prétend que la fornication et l'adultère seraient à l'origine du coronavirus. Le public imagine qu'il s'agit d'un dérapage verbal. En fait, les sorties du directeur du Centre islamique de Genève (CIG) relèvent d'une stratégie délibérée qui mise sur le long terme.

Né en 1959 à Genève, professeur de français de 1981 jusqu'à sa mise à l'écart en 2002, docteur ès lettres et philosophie de l'université de Genève en 1990 avec pour sujet de thèse « Une critique de l'argument ontologique dans la tradition chrétienne », Hani Ramadan possède un tout autre bagage intellectuel que son frère Tariq (né en 1962). C'est d'ailleurs lui qui a succédé à son père, Saïd Ramadan - lors de sa disparition en 1995 - à la tête du Centre islamique de Genève. Certes, il n'a ni le physique, ni le charisme ni les talents oratoires de Tariq, mais par sa lecture rigoureuse du Coran, il séduit une frange de musulmans intégristes, notamment en France. Ceux qui ne se sont jamais laissés avoir par le "charme" de son frère. Comme le souligne le Suisse Stéphane Lathion, co-fondateur du Groupe de recherche sur l'islam en Suisse, qui a bien connu la famille : « Tariq et Hani Ramadan rabattent le "troupeau" chacun de son côté ». L'aîné conforte les convaincus, l'autre défriche les terres vierges.

Lorsqu'en pleine épidémie de Coronavirus, Hani Ramadan déclare que l'une des causes de l'apparition de maladies nou-

velles est « le fait que les hommes se livrent ouvertement à la turpitude, comme la fornication et l'adultère, ce qui déclenche des maladies et des épidémies nouvelles », il se moque totalement de provoquer l'indignation, la consternation, sinon l'hilarité des Occidentaux. D'ailleurs, dans son sermon audio de huit minutes, le directeur du CIG enfonce le clou en assurant que « lorsque le nom de Dieu est évoqué l'adorateur est protégé et rien ne saurait lui nuire (...) Cela signifie que s'il est exposé par exemple à un animal nuisible ou venimeux, son venin n'aura pas d'effet »... En clair, les invocations remplacent les médicaments. Il insiste également pour rappeler que selon un hadith, le prophète lui-même aurait révélé en son temps : « La turpitude n'apparaît pas au sein d'un peuple (...) sans que se répandent les épidémies et les maux qui n'existaient pas chez leurs prédécesseurs ». Des propos susceptibles de rassurer pleinement les salafistes, pour qui le monde ne doit surtout pas bouger depuis l'époque du prophète.

Petit-fils d'Hassan al-Banna, le fondateur des Frères musulmans en Égypte en 1928, Hani Ramadan s'est surtout fait connaître en France en septembre 2002 (un an après le 11 septembre) en publiant dans *Le Monde* une tribune intitulée « La charia incomprise », justifiant la lapidation. Alors que l'Instruction publique (l'Éducation nationale) du canton de Genève le suspendait de son poste de professeur de français dans un collège, Hani Ramadan, loin de faire profil bas, en rajoutait. Dans une interview, en octobre 2002, il déclarait dans *Le Matin dimanche* : « Dans le monde musulman, délaissier la prière, boire et forniquer sont des crimes pour lesquels la loi a prévu des châtiments (...) La loi islamique est extrêmement sévère sur la question de l'apostasie, qui peut entraîner la peine de mort ». Alors qu'il est né en Suisse et qu'il possède la nationalité suisse, Hani Ramadan explique ainsi dans son livre *La femme en islam*, paru en 1991, qu'il serait préférable que l'homme ait plusieurs femmes, ce qui éviterait de commettre l'adultère et lui permettrait de continuer à procréer après la ménopause de son épouse la plus âgée...

Le public n'a sans doute pas compris pourquoi Hani Ramadan a pu prétendre que la fornication et l'adultère étaient à l'origine de l'épidémie, alors qu'il sait que son frère Tariq est mis en examen à cinq reprises (quatre fois en France et une en Suisse) pour viols. Certes, il est présumé innocent, mais Tariq Ramadan a été contraint de reconnaître devant les juges d'instruction de très nombreuses relations extraconjugales (qui seraient, selon lui, consenties). Les enquêteurs ont également découvert chez lui un stock impressionnant de photos et de vidéos à caractère pornographique. C'est ignorer que les cinq fils et la fille Ramadan (nés entre 1952 et 1962) ont été élevés par Wafa, la fille aînée d'Hassan al-Banna. Née le 21 avril 1933 en Égypte, domiciliée à Genève depuis 1958, elle a toujours conservé la nationalité égyptienne. Dans les années 80, cette femme de caractère n'a pas hésité à chasser du domicile



Robel, Bryne, Norvège

familial son mari, Saïd Ramadan, quand ce dernier, longtemps porte-parole de la Confrérie en Occident, a été marginalisé en raison d'une vie privée compliquée.

C'est elle qui a inculqué à ses enfants un sentiment d'appartenance à une lignée quasiment royale, sinon divine. Ils ont appris de sa bouche que les autres musulmans n'étaient sur terre que pour les servir. Résultat, Hani Ramadan, comme Tariq et ses autres frères (Aymen, Bilal, Yasser) et sœur (Arwa), estiment que si les communs des mortels qui se livreraient à la fornication et à l'adultère méritent la lapidation, en revanche, eux, y échappent en raison de leur appartenance à la famille du fondateur des Frères musulmans. Résultat, les Ramadan sont scandalisés que la justice des hommes puisse se permettre de

leur faire des reproches. Ne répondent-ils pas de leurs actes que devant dieu ? Face à la moindre critique, Tariq Ramadan changeait immédiatement de physionomie. Les yeux lui sortaient de la tête, la bouche se tordait, et il débitait un chapelet d'injures. Il n'admettait pas de ne pas avoir reçu un prix Nobel !

Malgré les mises en examen de Tariq Ramadan, le directeur du CIG n'a jamais cessé de défendre son frère et de vouer aux flammes de l'enfer tous ceux qui osaient le critiquer. Le vendredi, au Centre islamique de Genève, il appelait les fidèles à lire son livre *Devoir de vérité*. En clair, les petits-fils d'Hassan al-Banna auraient pleinement droit, eux, à des esclaves sexuelles ! ●

* Journaliste et écrivain, spécialiste des Frères musulmans.



Selon la CIA :

Une pandémie de coronavirus risque de décimer un tiers de la population mondiale !

L'apparition, en décembre dernier, de l'épidémie due à une nouvelle souche de coronavirus, appelée Covid-19, et son évolution, en l'espace d'à peine trois mois, en pandémie essaimant à l'échelle mondiale, est tout sauf un événement prévisible. Pourtant, un étude prospective élaborée par la CIA présentait, dès novembre 2008, un « scénario » détaillé dont les développements épousent de façon extrêmement déconcertante la tournure inquiétante des événements depuis l'apparition des premiers cas de Covid-19 à Wuhan, en Chine !

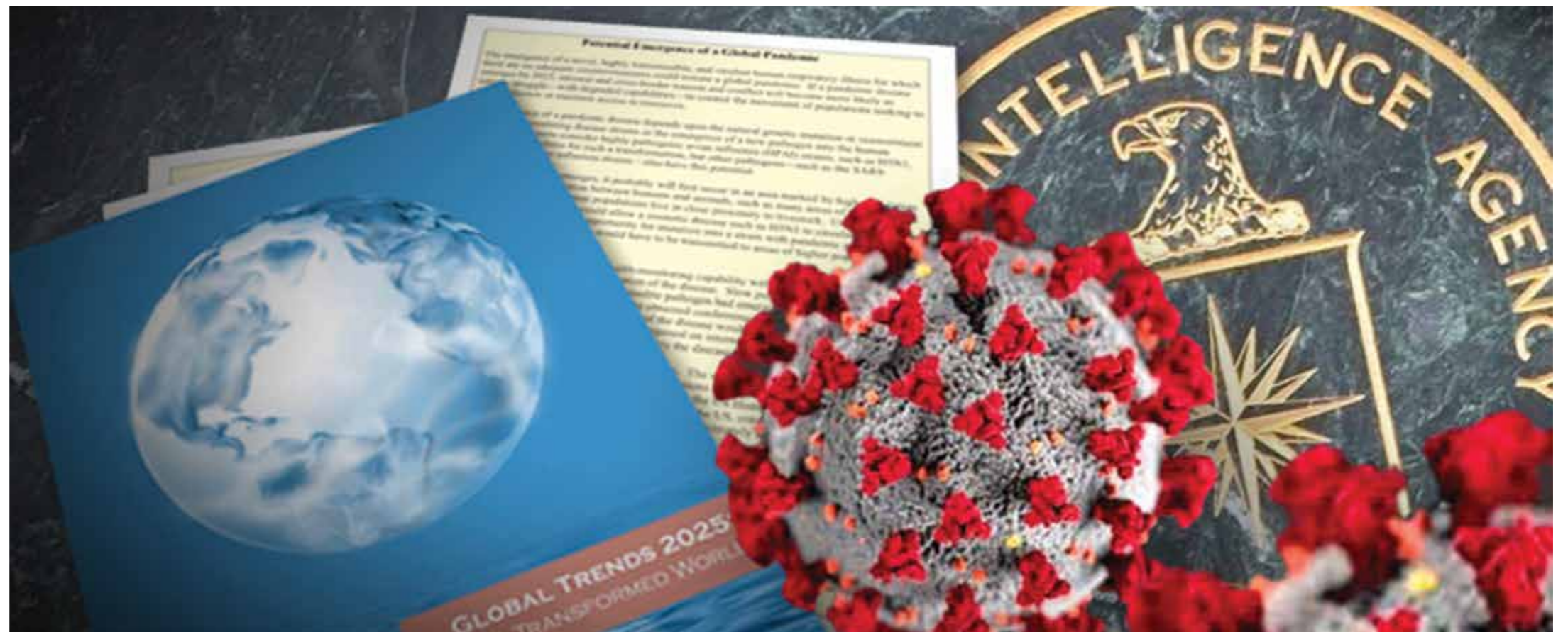
Bien entendu, il ne s'agit pas de nourrir une quelconque thèse complotiste. Car l'étude en question n'avait guère de caractère secret. Il s'agit de la quatrième édition d'une étude prospective de la centrale du renseignement américain dont l'objectif est de prédire les principales évolutions que pourrait connaître la situation mondiale durant les deux décennies à venir.

En 2004 déjà, la précédente édition de cette étude, intitulée *Mapping the global future* (Cartographier l'avenir mondial), destinée à dresser l'état du monde à l'horizon 2020, a réussi l'exploit de prédire l'instauration d'un « nouveau califat », dix ans avant l'apparition de Daech !

La prospection concernant la pandémie de coronavirus qui déferle actuellement sur le monde, fait partie des « scénarios » évoqués dans l'édition de 2008 de cette étude, intitulée *Global trends 2025 : A transformed world* (Tendances mondiales 2025 : un monde transformé). On y découvre, à la page 75, un encadré intitulé : *Potential Emergence of a Global Pandemic* (Émergence potentielle d'une pandémie mondiale).

Le « scénario » évoqué ne fait pas seulement référence à la famille des coronavirus, il précise même qu'il pourrait s'agir de diverses souches de la grippe comme le coronavirus du SRAS. Or, le Covid-19 fait partie de ces souches (l'appellation scientifique du Covid-19 est le SARS-CoV-2) !

Que prévoyait ce « scénario » élaboré par la CIA, concernant l'apparition et l'évolution de cette pandémie ? Dans un premier temps, il prédit que « l'émergence d'une nouvelle maladie res-



piratoire humaine, hautement transmissible et virulente, pour laquelle il n'existe pas de contre-mesures adéquates, pourrait déclencher une pandémie mondiale ». Puis, concernant la nature et les caractéristiques infectiologiques de cette pandémie, le « scénario » précise que « l'émergence d'une pandémie dépendra de la mutation génétique naturelle ou du réassortiment des souches virales actuellement en circulation ou de l'émergence d'un nouvel agent pathogène dans la population humaine. Les experts considèrent que les souches hautement pathogènes de la grippe aviaire, telles que le H5N1, sont des candidats probables pour une telle transformation, mais d'autres agents pathogènes - tels que le coronavirus du SRAS ou d'autres souches de la grippe - ont également ce potentiel ».

Concernant les circonstances qui pourraient donner naissance à un nouvel agent pathogène de nature pandémique, le « scénario » explique que « si une pandémie émerge, elle se produira probablement d'abord dans une zone caractérisée par une forte densité de population et une association étroite entre les humains et les animaux, comme de nombreuses régions de Chine et d'Asie du Sud-Est, où les populations humaines vivent à proximité immédiate du bétail. Des pratiques d'élevage non réglementées pourraient permettre à une zoonose telle que le

H5N1 de circuler dans les populations de bétail, augmentant ainsi la possibilité de mutation en une souche à potentiel pandémique. Pour se propager efficacement, la maladie devrait être transmise à des zones de densité de population plus élevée ».

Quant aux raisons de la propagation d'un tel virus à l'échelle mondiale, le « scénario » prévient que « dans un tel scénario, une capacité inadéquate de surveillance de la santé au sein du pays d'origine empêcherait probablement une identification précoce de la maladie. Une réponse lente de la santé publique retarderait la prise de conscience de l'émergence d'un pathogène hautement transmissible. Des semaines pourraient s'écouler avant que des résultats de laboratoire définitifs puissent être obtenus confirmant l'existence d'une maladie à potentiel pandémique. Dans l'intervalle, des foyers de la maladie commenceraient à apparaître dans les villes d'Asie du Sud-Est. Et malgré les limites imposées aux voyages internationaux, les voyageurs présentant peu ou pas de symptômes pourraient transporter la maladie sur d'autres continents ».

Au vu de la déconcertante précision avec laquelle ce « scénario », élaboré en 2008, décrit les événements qui se déroulent sous nos yeux depuis décembre dernier, la question la plus inquiétante est de savoir que prédit-il à propos des développements

à venir de la pandémie actuelle du Covid-19 ? Sur le plan géopolitique, le « scénario » prévient que « si une pandémie émerge avant 2025, les tensions et les conflits internes et trans frontalières seraient de plus en plus probables, à mesure que les nations lutteront - avec des capacités dégradées - pour contrôler le mouvement des populations cherchant à éviter l'infection ou pour maintenir leur accès aux ressources ». Quant aux conséquences de cette pandémie au niveau sanitaire, les prédictions du « scénario » font froid dans le dos : « des vagues de nouveaux cas se produiraient en quelques mois. L'absence d'un vaccin efficace et le manque d'immunité universelle rendraient les populations vulnérables à l'infection. Dans le pire des cas, des dizaines de centaines de millions de personnes sur le territoire américain contracteraient la maladie et les décès s'élèveraient à des dizaines de millions. Pour le reste du monde, une dégradation critique des infrastructures et des pertes économiques à l'échelle mondiale en résulteraient, car environ un tiers de la population mondiale contracterait la maladie, et les morts se compteraient alors en centaines de millions ».

Seul bémol à cette terrifiante prédiction, le « scénario » précise qu'il s'agit-là du « pire des cas ». Heureusement que, comme disait Claudel, le pire n'est jamais sûr ! ●

Street Art vs. Coronavirus

Mode d'expression artistique libertaire et subversif, par excellence, le street art a connu une prolifération spectaculaire durant la pandémie du Covid-19. Au moment où les musées, les théâtres, les salles de spectacles et de cinéma étaient obligés à fermer, et alors que le monde de l'art et de la culture subissait de plein fouet les affres du confinement, le street art a réussi l'exploit de faire le mur, au sens propre comme au figuré !

De Sao Paolo à Amsterdam, de Melbourne à Copenhague, en passant par Mumbai, Téhéran, Rome, Barcelone et Paris, les œuvres qui accompagnent, illustrent et prolongent les articles de ce numéro spécial de l'*Ecran de Veille* témoignent de la force et de la vivacité de cet art novateur qui consiste à faire de la rue une arène et une échappatoire, pour se réapproprié l'espace public et se soustraire, ainsi, à la censure sous toutes ces formes. Une émancipation qui lui confère non seulement une modernité et une inventivité inégalées, mais aussi une extrême liberté pour braver les interdits et s'affranchir de tout ordre établi.

Cet esprit rebelle a poussé des dizaines de street-artistes, célèbres ou anonymes, à défier la pandémie et outrepasser les barrières du confinement, pour user de l'art comme un hymne à la vie, en faisant fleurir, aux quatre coins des rues du monde, vidéos – ou presque – de toute manifestation de vie sociale, des œuvres qui transcendent la douleur de cette éprouvante expérience (in)humaine.

C'est ainsi que cet art vivant - donc éphémère - qu'est

le street art, s'est hissé en porte étendard des chagrins, des peurs, des espoirs et désespoirs de l'humanité, durant ces sombres semaines de confinement mondial, qui ont vu plus de 4 milliards d'être humains obligés à vivre terrés.

Résultat, un florilège de réalisations artistiques tout aussi diverses que surprenantes. Il y a là, d'abord, des œuvres qui saluent le courage des médecins et des personnels de la santé. À commencer par ces *Héros de la première ligne* (page 1) du collectif *Melbourne Murals* (Melbourne, Australie), ce *cœur masqué* (page 17) de *One Miser* (Paris, France), cette infirmière superwoman (page 9) de *FakeNDSM* (Amsterdam, Pays bas) ou ce *Natersim* -N'ayez pas peur, en Persan (page 29), de *Xamoo-sh* (Téhéran, Iran).

Ensuite, il y a les œuvres à connotations politiques. Comme cette ode à l'innocence et à la tolérance (page 21) de *Kobra* (Sao Paolo, Brésil), ce *Circulez, y a rien à voir* (page 4) de *Lush Aux* (Melbourne, Australie) et ce *Corona-Trump* (page 5) de *Welinoo* (Copenhague, Danemark).

Et puis, des fresques humanistes qui défient le virus et les barrières/préjugés qu'il impose. Tel cet *Amour au temps du Corona* (page 23) d'*EmeFreethinker* (Berlin, Allemagne), ce *Leave us alone*, qui parodie *Kill Bill* (page 7) de

HarryGrab (Rome, Italie), ces *Lovers* (page 33) de *Pøbel* (Bryne, Norvège), ce *boulet au pied de l'humanité* (page 18) de *RebelBear* (Glasgow, Ecosse). Et, plus saisissante de toutes, cette *boule de démolition virale* (ci-contre) de *Hula* (Miami, USA). ●



Hula, Miami, USA

<p>ECRAN DE VEILLE</p> <p>PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE VEILLE SÉCURITAIRE CONTRE-TERRORISME RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES</p>	<p>NEWSLETTER BI-MENSUELLE PUBLIÉE PAR LE SITE :</p> <p>www.global-watch-analysis.com</p> <p>5 IMPASSE DES PRETRES 75016 - PARIS FRANCE</p> <p>TÉL. : +33 1 70 91 55 07 FAX : +33 1 70 91 55 66</p> <p>globalwatchanalysis@gmail.com contact@global-watch-analysis.com</p>	<p>SOCIÉTÉ ÉDITRICE : COUNTRIES REPORTS PUBLISHING (LONDON)</p> <p>COMPANY NUMBER : 06741319</p> <p>EN PARTENARIAT AVEC : GLOBAL WATCH ANALYSIS SAS (PARIS)</p> <p>NUMÉRO SIRET : 8782315960015</p>	<p>Rédacteur en chef, responsable de la publication : ATMANE TAZAGHART</p> <p>Experts et consultants de la rédaction : ROLAND JACQUARD CHRISTIAN MALARD IAN HAMEL MARTINE GOZLAN FABIENNE DURAND GEORGES MALBRUNOT JEAN-MARIE MONTALI HAMID ZANAZ</p>	<p>Comité de Rédaction : ASMA RAMDANI (rédactrice en chef adjointe), NICOLAS CHÈNE (rédacteur en chef vidéo), YACINE TAZAGHART (JRI), LOUIZA MELHAA (secrétaire de rédaction), KLARA RUJELLO (assistante de rédaction)</p> <p>Infographie et maquette : MXB.</p> <p>Informatique et web : AMAR MERIECH.</p> <p>Traduction : ARABICSI, CHAUSSÉE DE SAINT-1180, UCCLE, BELGIQUE.</p>
---	---	---	---	--